

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.G.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

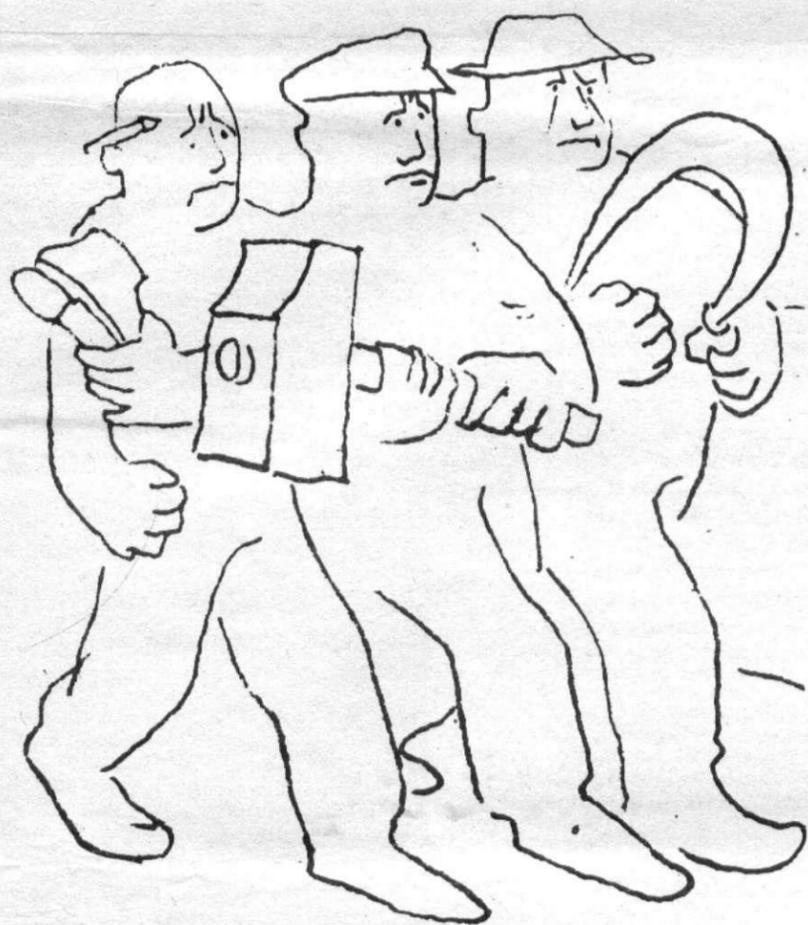
1^{re} ANNEE N° 40
JEUDI 25 DÉCEMBRE 1969

POMPIDOU N'EST PAS LE PÈRE NOEL

**Contrats de progrès,
actionnariat ouvrier, participation**

=

Exploitation accrue des travailleurs



**DES COMITES DE BASE
PARTOUT !**



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **Ets JEUDY A SHIRMECK (Bas-Rhin)** : 500 métallurgistes sont en grève depuis le 25 novembre, samedi 13 décembre ils ont manifesté dans les rues de Strasbourg.
- **SUD-AVIATION A TOULOUSE** : depuis le 21 novembre, 250 ouvriers sont en grève illimitée. Les ouvriers horaires des 3 usines (Saint-Eloy, Blagnac, Saint-Martin du Touch) poursuivent leurs débrayages depuis le 1^{er} décembre. Le 17 décembre, ils ont manifesté dans les rues de la ville, puis se sont rendus à un meeting au Palais des Sports avec les ouvriers de l'Azote et Produits Chimiques, qui eux sont en lutte contre les licenciements.
- **USINE DE LA SOLLAC A FLORANGE (Moselle)** : les 24 agents des essais physiques en grève depuis 40 jours, jugent les propositions patronales insuffisantes et décident la poursuite de la grève.
- **COOPERATIVE DES AGRICULTEURS DE BRETAGNE A LANDERNEAU (Nord-Finistère)** : 800 travailleurs sont en grève depuis le 4 décembre, en raison du refus de la direction de reconduire l'accord sur les salaires.
- **LYCEE TECHNIQUE COLBERT DE LORIENT** : Les élèves des classes terminales sont en grève illimitée depuis le 13 décembre. Ils protestent contre l'absence depuis le 21 novembre de 2 professeurs d'économie. Ces professeurs sont en stage depuis cette date à Paris et pour la durée de l'année scolaire.
- **INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUES DE LYON** : Au cours d'une assemblée générale tenue dimanche, les étudiants décident la poursuite de la grève des cours et l'occupation des locaux administratifs.
- **INSTITUT DE PROGRAMMATION DE LA FACULTE DES SCIENCES DE PARIS** : La grève se poursuit pour exiger un plus grand nombre des professeurs et des locaux en conséquence. M. Zamansky déclare : « qu'il n'y aura pas de solution satisfaisante à ce problème ».

LUNDI 15 DECEMBRE

- **BERLIET A VENISSIEUX** : débrayage des ouvriers au bonus de l'atelier V.L. 2, pour une prime de salissure, le paiement du 1^{er} novembre à tous, une prime de fin d'année de 500 F.
- **A NIORT (Deux-Sèvres)** : un millier d'agriculteurs manifestent contre la politique des monopoles. Place de la brèche, les manifestants ont écouté les orateurs dénonçant les dirigeants de la F.N.S.E.A. coupables d'avoir laissé se creuser un fossé entre le revenu des productions animales et végétales. Les manifestants se sont rendus ensuite à la Préfecture.
- **CENTRE UNIVERSITAIRE DE VINCENNES** : six étudiants font la grève de la faim depuis 4 jours pour protester contre le non-paiement des bourses et que soit réglé immédiatement le cas des étudiants ayant fait un demande.

MARDI 16 DECEMBRE

- **P. et T. A MULHOUSE** : grève des postiers pour de meilleures conditions de travail.
- **ORLY** : débrayage des agents techniques des opérations

d'enregistrement et des hôtesses d'accueil de l'aéroport de Paris pour protester contre le manque d'effectifs et pour l'amélioration des conditions de travail.

MERCREDI 17 DECEMBRE

- **FRANCE-GLACE A BOBIGNY ET A NANTERRE** : les 80 chauffeurs livreurs, les magasiniers et employés administratifs sont en grève pour l'augmentation des salaires, deux jours de repos consécutifs, quatre semaines de vacances en été.
- **COMPAGNIE DES WAGONS-LITS** : les 800 employés des 5 restaurants et 9 bars de l'aérogare sont en grève pour 24 heures pour la sécurité de l'emploi et de meilleures conditions de travail.
- **LYCEE TECHNIQUE D'ETAT A MULHOUSE** : grève des élèves pour la valorisation des diplômes et la modification des programmes.
- **STRASBOURG** : grève des techniciens supérieurs et des élèves de plusieurs classes de terminales.
- **SAINTES** : grève des élèves « techniciens supérieurs » en électronique contre le fait qu'à 5 mois de l'examen, le programme d'études et les modalités des épreuves ne sont pas encore connus.

JEUDI 18 DECEMBRE

- **F.P.A. (Formation Professionnelle des Adultes)** : Le personnel des centres de province et de la région parisienne débraye 2 heures pour protester contre la fermeture de 110 sections de formation. Ces fermetures sont dues à la réduction des crédits affectés dans le budget 1970 au fonctionnement de la F.P.A.
- **ORLY** : les chauffeurs des cars transportant les voyageurs des salles d'embarquements jusqu'aux avions sont en grève illimitée. Ils réclament à l'entreprise privée qui les emploie une augmentation de salaire, l'attribution d'une prime et de meilleures conditions de travail.
- **CARS ETOILE A LA SEYNE** : débrayage pour les revendications dont une prime de fin d'année uniforme de 400 F.
- **PAPETERIES DE LACOURTENSOULT (Haute-Garonne)** : grève de 24 heures pour les salaires, la prime de panier.
- **AUX PAPETERIES DE PONT SAINTE-MAXENCE (Oise)** : débrayage d'une demijournée pour les salaires.
- **S.E.M.A. (Société d'Economie et de Mathématiques Appliquées)** : grève de 70 employés sur 140 pour l'augmentation des salaires.
- **FACULTE DES LETTRES A AIX-EN-PROVENCE** : une charge de plastic explose dans le Hall de la Faculté, cet acte criminel et fasciste a eu lieu quelques heures après la mise en déroute d'un groupe fasciste par les étudiants révolutionnaire.
- **FACULTE DES LETTRES DE BESANCON** : grève contre l'insuffisance de locaux.
- **LYCEE LOUIS-LE-GRAND A PARIS** : 21 élèves se sont solidarisés avec un de leur camarade qui avait rédigé une affiche, ce qui fait que 22 élèves doivent passer samedi en conseil de discipline, Exigeons la liberté d'expression.

VENREDI 19 DECEMBRE

- **GARE DU BOULOU-LE-PERTHUS (Pyrénées-Orientales)** : 190 manutentionnaires sont en grève pour une augmentation de salaire et de meilleure condition de travail.
- **GARE DE VIOTTE-BESANCON** : grève de 24 heures des cheminots pour protester contre la cession du service des marchandises (manutention) de la gare à une entreprise privée.
- **A LA LAINIÈRE DE ROUBAIX** : 50 ouvriers du service « nylon » sont en grève depuis le 15 décembre pour protester contre le licenciement d'un ouvrier.
- **SUD-AVIATION A LA COURNEUVE** : débrayage contre les propositions insuffisantes de la direction.

SAMEDI 20 DECEMBRE

- **AVIC-FEZENSAC (Gers)** : Plus de 500 paysans manifestent contre la politique agricole du gouvernement. Plusieurs barrages ont lieu sur la Nationale 124.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

	Relevé précédent	76 210,28 F
C.D.H.R.	Paris 2°	500,— F
»	Toulouse	15,— F
»	Tours	38,— F
»	Melun	100,— F
» fac de Sciences	Paris	80,— F
Say	Paris 15°	15,— F
» Guy Moquet	Paris 18°	100,— F
» Fontenay	Fontenay	35,— F
» Ris Orangis	Ris Orangis	
» Draveil	Draveil	100,— F
St-Maur	St-Maur	90,— F
» Dupleix	Paris	150,— F
» Paris Brune		200,— F
L.A.	Paris 6°	40,— F
Personnel fac	Orsay	1 000,— F
B.E.	Paris	60,— F
C.P.	Lille	50,— F
Un lecteur	Orsay	2 000,— F
J.P. ouvrier du bâtiment	Toulouse	10,— F
S.P.	Paris 19°	40,— F
Anonyme (ou Phénix)	Paris	5,— F
Un sympathisant	Paris 14°	100,— F
Comité H.R. Voltaire	Paris	30,— F
2 travailleurs	» St-Maur	4,50 F
G.D.	Bagnol s/Ceze	6,— F
Anonyme	Valence	20,— F
M.F.	Grande-Bretagne	52,42 F
	Total général	81 051,20 F

A BAS LA JUSTICE BOURGEOISE

Renforçons notre action contre la justice bourgeoise, contre la justice de classe.

Après la mort d'un jeune homme de 24 ans à Annecy, le jeune Thévenin, mort mystérieusement dans les locaux de la police.

Après les arrestations et les méthodes fascistes décrites dans notre dernier numéro, prouvant la montée du fascisme en France.

La presse M.L., notamment notre H.R., voit la justice de classe de la bourgeoisie tenter une action en diffamation et injure pour la correspondance de Nancy de l'H.R. 17.

Puisque la justice bourgeoise veut montrer que tous les patrons sont des exploités, nous ferons donc à tous les patrons le procès qu'ils recherchent où nous démasquerons un peu plus aux yeux de la classe ouvrière qui sont ses véritables amis et ses véritables ennemis et qui sont les alliés des patrons donc également les ennemis de la classe ouvrière.

Que les C.D.H.R. organisent leur soutien aux travailleurs exploités par les patrons tels Grosjean à Nancy, en dénonçant par tracts, affiches, meetings toutes les exploitations dont ils ont connaissance heures supplémentaires non payées, déplacement non payé ou mal payé, jour férié non payé, etc... Dénonçons la complicité de l'inspection du travail dans toute l'exploitation de la classe ouvrière, dénonçons la carence des tribunaux de prudhommes face à l'injustice patronale.

Nous exigeons un procès public contre le patron de tous les Grosjean de la terre -

Tous unis face au patron, nous vaincrons !

L'ITALIE

Les bombes de Milan et de Rome : une provocation fasciste.

Depuis 18 mois, en Italie, les luttes populaires ont pris une ampleur saisissante. Pour tenter d'enrayer la montée de ces luttes, la bourgeoisie italienne manœuvre ses marionnettes néo-fascistes du mouvement social italien.

Ces explosions, qui ont fait 14 victimes, rappellent curieusement l'incendie du Reichstag et sentent la provocation flico-fasciste du système.

Il est à noter que la presse et la radio de tous les pays capitalistes ont fait chorus avant le résultat de « l'enquête » pour accuser les marxistes-léninistes italiens et particulièrement le P.C.M.L.I. Mais ce complot est cousu de fil blanc, il sert objectivement le gouvernement réactionnaire italien, comme l'attentat du

Reichstag servit Hitler pour accuser les communistes de ces attentats et tenter ainsi de démanteler leurs organisations. Cet attentat sert de « justification » aux arrestations opérées dans les milieux progressistes et permet en même temps d'interdire toutes manifestations M.L. italiennes.

Les révisionnistes italiens de Longo, face à ce crime odieux continua sa politique démobilisatrice et collaboratrice en annulant les manifestations de masse, qui seules peuvent mettre en échec les complots de la bourgeoisie réactionnaire.

Les auteurs de ces assassinats jouissent de la complaisance du pouvoir. Les puissances d'argent au seuil de leur élimination de la scène politique ne reculent devant aucun crime, (déjà à Battipaglia la bourgeoisie italienne avait montré son odieux visage

en tirant sur la foule) pour maintenir leur pouvoir, pour maintenir leur dictature sur les masses laborieuses.

En Italie comme en France, la montée du fascisme face à la montée des luttes populaires emploiera les mêmes provocations. Mais en Italie comme ailleurs, face à la violence réactionnaire, les masses populaires doivent opposer la violence révolutionnaire, guidée par un parti révolutionnaire animé de la théorie révolutionnaire et lié aux masses. En Italie ce parti existe et il est légal, nous ne doutons pas que le P.C.M.L.I. sortira renforcé de cette provocation fasciste. A nos camarades italiens, nous renouvelons l'expression de notre entière solidarité.

Vive le P.C.M.L.I.

Vive le socialisme.

Vive la solidarité internationaliste.

RIPOSTONS CONTRE LES EXPULSIONS

Un jeune travailleur espagnol, fils d'un réfugié politique, qui vit en France depuis l'âge de deux ans a été licencié, avec 27 de ses camarades de l'usine Moulinex près de Caen, pour avoir fait grève.

Le gouvernement par l'intermédiaire de la Préfecture du Calvados menace d'expulser ce jeune travailleur et de le livrer au fasciste Francs.

Non ! les travailleurs français et immigrés ne laisseront pas s'accomplir ce nouveau crime. Tous Unis, ils exigeront les mêmes droits pour tous. Ils exigeront que la bourgeoisie réactionnaire respecte et applique sa propre constitution dans laquelle est reconnue le droit de grève.

Mobilisons-nous et organisons-nous dans des Comités de Base pour faire échec à la répression

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m		Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	TIRANA	6 h	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;		16 h	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;		17 h	sur 31 et 42 m ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.		19 h	
			21 h		
			22 h		sur 31, 42 et 215 m ;
			23 h 30		sur 31 et 41 m.

ÉDITORIAL

Les contrats de « progrès » réactionnaires

Pendant les congés de l'été 69, les conflits entre ouvriers et patrons se sont développés dans les entreprises. Partout aux licenciements ripostaient les grèves.

L'été 1969 était gros d'un automne qui s'annonçait chaud pour le patronat et le pouvoir des monopoles. Le patronat ne cachait pas qu'il tremblait devant la perspective d'un nouveau mai 1968. De leur côté, les bonzes syndicaux étaient effrayés devant le développement des « grèves sauvages » qu'ils ne pouvaient plus tenir en main.

Il devint rapidement évident que patronats et syndicats, de peur d'être débordés, avaient un intérêt objectif commun à s'entendre pour saboter la remontée tumultueuse des luttes. Les déclarations fracassantes, alternant avec celles des ministres, sur la durée du mandat présidentiel n'étaient faites que pour jeter de la poudre aux yeux des travailleurs et à revaloriser sa « représentativité » révolutionnaire. Toute l'artillerie de la propagande bourgeoise tirait à boulets blancs pour une mise en condition de l'opinion, par une préparation idéologique débouchant sur la promesse d'une « société de progrès », pronant le « socialisme suédois », etc... La revalorisation des syndicats dit « représentatifs » était nécessaire à la bourgeoisie pour supprimer le « désordre » et « l'anarchie » menaçants et provenant d'actions incontrôlables émanant d'initiative des masses travailleuses dans les entreprises.

Un grand complot s'est donc élaboré, pour la rentrée d'automne, entre pouvoir des monopoles, patronat et syndicats de toutes obédiences. Tous ont conjugué leurs efforts pour frapper un grand coup afin de domestiquer les luttes parties des profondeurs des masses.

Tout le monde a pu constater comment la grève des cheminots a été, dès septembre, bloquée, isolée, sabordée, coulée. Il en a été de même immédiatement à la R.A.T.P. et aux P. et T. selon le même processus. Le dernier bastion du secteur public restait l'E.D.F.

Le phénomène est trop récent pour qu'on ait à insister sur le procédé utilisé. La grève a été volontairement rendue impopulaire par les syndicats. Les travailleurs en ont assez depuis longtemps des grèves isolées, par secteur, de 24 heures répétées, qui ne règlent jamais rien mais empoisonne l'existence de leurs familles et leur font perdre beaucoup de temps et d'argent, alors que les patrons se débrouillent toujours pour faire effectuer le travail quand même. Et c'est au nom du CIVISME que le P.C.F. a expliqué pourquoi la grève de 24 heures fut honteusement sabordée au bout de douze heures.

En réalité, cette grève mal conduite apparemment, avait un but : briser par n'importe quel moyen la volonté de lutte des travailleurs E.D.F., les isoler des autres travailleurs, les rendre impopulaires au moment où un grand coup allait être porté contre leur statut, au nom du « CONTRAT DE PROGRES ». En outre, ce contrat de « progrès » prépare une attaque frontale d'envergure contre tout le secteur nationalisé.

Le président MAO nous enseigne qu'il n'y a pas de progrès au-dessus des classes. En tout, il faut poser la question : POUR QUI ? Donc progrès pour qui ? Pas pour les travailleurs, c'est certain. En effet, les dirigeants syndicaux à la très provisoire et très suspecte exception de la C.G.T. (ainsi que nous le verrons plus bas), viennent de brader leur droit à la lutte, leur droit de grève pour une période de deux ans. Autrement dit, c'est l'esclavage consenti pour deux ans reconductibles. Tout cela pour des miettes alors que la lutte de classe aurait apporté beaucoup plus. Mais « deux ans de progrès » pour la direction de l'E.D.F., cela signifie « deux ans de paix sociale », « deux ans de paix royale » pendant lesquels elle va pouvoir exploiter à sa merci, sans risque de riposte de la part des syndicats — sinon avec un préavis de trois mois, si la base se révolte — La direction E.D.F. peut planifier tranquillement son exploitation pour deux ans, moderniser à outrance, comprimer les effectifs, supprimer des emplois, déplacer des gens, augmenter la productivité, etc... Les syndicats sont

paralysés, d'avance, ficelés. Ils ne vont plus servir à rien, sinon à plastronner dans les couloirs, les salons où ils pourront de plus en plus « participer ». Et pendant deux ans, si on les laisse faire, les bonzes vont préparer leur « rentrée » pour signer un nouveau « contrat social de progrès », comme les syndicats gansters américains, comme en Suède... C'est ainsi que les syndicats s'intègrent à l'état bourgeois, dans la « démocratie avancée ». Ils font dorénavant partie de la machine répressive de l'Etat, ils n'existent plus dorénavant que pour saboter la lutte de classe, que pour collaborer avec la bourgeoisie

Ce « contrat de progrès » proposé aux travailleurs de l'E.D.F., n'a rien de nouveau. C'est la répétition du fameux « accord Renault » de collaboration de classe qui a pendant des années paralysé la lutte de classe dans cette entreprise pilote ainsi que dans la métallurgie. Les bonzes répétaient à qui voulaient les entendre « Si Renault ne bouge pas... nous non plus, etc... ».

A cette époque, déjà la C.G.T. refusa de signer l'accord, la ficelle était trop grosse. Mais quelques temps après, elle apporta aussi sa signature de trahison après celle de la C.F.T.C., de F.O.

Aujourd'hui à l'E.D.F., la C.G.T. fait semblant de refuser de signer, elle veut l'aval d'un référendum, estimant que les prolos de l'E.D.F. seront suffisamment écœurés pour renoncer à la lutte et à abandonner leur sort sous la signature de la C.G.T. Instruite de son expérience chez Renault, la en meurt d'envie (voir H.R.). Afin de ne pas C.G.T. refuse de signer par pure démagogie, mais encourir un reproche plus tard, elle veut se faire couvrir comme les bourgeois, par un référendum.

Le texte des questions posées d'ailleurs est révélateur. Le voici :

1. — « J'estime que la convention salariale est satisfaisante et qu'en conséquence il faut la signer ».

2. — « J'estime que la convention salariale dans son état actuel est insuffisante et désavantageuse et qu'en conséquence il faut reprendre la négociation.

- Pour un niveau de salaire de base comportant de véritables garanties concernant l'évolution des prix et une progression correcte du pouvoir d'achat ;

- Pour aucune restriction du libre exercice du droit de grève » .

Il est parfaitement clair que la C.G.T. ne préconise pas le rejet du « Contrat de progrès », mais simplement la « reprise des négociations » avec l'Etat-Patron pour l'amélioration de la convention, qui serait, selon la C.G.T. « insuffisante et désavantageuse dans son état actuel ».

Les références aux garanties du pouvoir d'achat et au libre exercice du droit de grève ne sauraient masquer ce fait essentiel : la C.G.T. est d'accord avec le principe des contrats de progrès.

La brochure « collaboration de classe ou lutte de classe », supplément H.R. n° 25 dans son chapitre « Stratégie de luttes et tactique » a démontré la mécanique de trahison des syndicats et leur rôles complémentaires selon la situation du moment : montée des luttes ou régression des luttes.

Au cours de la montée des luttes, les conflits sociaux sont de grande ampleur, les grèves se géné-

ralisent et menacent directement les fondements du pouvoir. La direction effective des luttes échappe alors aux syndicats réformistes (C.F.D.T.-F.O., etc...) qui par opportunisme font alors de la démagogie verbale pseudo-révolutionnaire, et font semblant de se placer sur des positions de luttes de classe. Ils recrutent. Par contre, les dirigeants de la C.G.T. qui, eux, ne veulent pas faire la révolution (dixit SEGUY lui-même) font tout pour « maintenir l'ordre ». C'est eux qui ont alors le rôle principal de la trahison. C'est avec eux que le pouvoir compose, « négocie ». Cela donne, à titre d'exemple, la trahison de GRENELLE. Les travailleurs se détachent de la C.G.T. (la rançon) ce qui a été confirmé par les élections dans les entreprises à partir de juin 1968.

Lors de la régression des luttes, les actions sont brisées, localisées, isolées, sectorisées. Dans ces cas, ce sont les syndicats réformistes qui profitant de leur crédit, acqui après des masses, au cours de la période précédente, le négociant avec le patronat. Le rôle principal de la trahison revient à cette étape aux dirigeants des syndicats réformistes C.F.D.T. et F.O., etc... Par contre la C.G.T. tente alors de souffler et de récupérer son prestige en passant à la démagogie pseudo-révolutionnaire de lutte de classes. Dernier exemple frappant pour illustrer cela : l'accord « contrat de progrès » à l'E.D.F. La C.F.D.T. et F.O. ont signé tout de suite, mais la C.G.T. se fait prier et organise son référendum, en faisant semblant de s'y opposer. Elle remonte son prestige et peut recruter du monde.

Cette double expérience récente, au cours de la montée des luttes (GRENELLE 1968) et de la régression des luttes (E.D.F. 1969) montre aux travailleurs quelle est la solution véritable. La lutte est inévitable et ne dépend ni de la loi, ni des « accord de progrès » ni de la volonté humaine des traîtres comme Seguy-Descamps-Bergeron. La lutte est inévitable car elle naît de la contradiction inconciliable entre les exploités et les exploités.

Les états-majors syndicaux sans exception viennent de montrer une nouvelle fois qu'ils sont les serviteurs du capital. Ils sont incapables de mener victorieusement les luttes et n'aspirent à rien d'autre qu'à être de loyaux collaborateurs de l'état des monopoles. Les travailleurs, quelque soit leur appartenance formelle actuelle, ne doivent plus compter sur ces appareils, mais sur leurs propres forces, et ce dans les formes qu'ils élaboreront eux-même.

Ainsi que l'indique la brochure déjà citée :

« Devant les trahisons il ne faut jamais renoncer à la lutte, mais créer les formes d'organisations nouvelles qui font actuellement défaut, celles qui réalisent l'unité à la base (indépendamment des syndicats) dans l'action et pour l'action, et permettent le contrôle permanent de la poursuite de la lutte, c'est-à-dire, dans l'étape immédiate, les comités de base d'unité et d'action ».

Le problème majeur actuel est un problème d'organisation. La solution, maintenant, c'est la formation partout de comités de base !

Les militants d'avant-garde doivent ne plus perdre une minute et s'atteler à cette tâche, la plus urgente de l'heure.

Abonnez-VOUS...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
.....	abonnement pour
.....	l'étranger (par avion) :
.....	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

ETABLISSEMENTS JEUDY (SCHIRMECK) :

UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

Chers camarades,

Depuis le mardi 25 novembre, les ouvriers de l'établissement Jeudy à Schirmeck (Bas-Rhin), sont en grève.

Les faits :

— L'établissement Jeudy (métallurgie), fait partie du trust Floquet-Monopole (une quinzaine d'établissements) et emploie 496 ouvriers (dont une partie d'ouvriers immigrés). Le seul syndicat est la C.F.D.T. (+ F.O. peu importante, pour les cadres).

— Les ouvriers revendiquant une augmentation des salaires de 5 % et le paiement de 50 % des jours de grève.

— Pourquoi la grève : en mars 69, première grève pour ajuster le salaire de Jeudy au niveau départemental ; la grève permet d'obtenir les 5 % d'augmentation demandés. La direction promet alors que les augmentations de mars ne seront pas prises en considération lors des prochains accord départementaux, en octobre 69. En octobre, augmentation de 10 % au niveau départemental. La direction ne tient pas ses engagements et n'accorde que 5 % ; elle considère l'augmentation de mars comme une avance. Après discussion, la direction locale déclare ne pas être mandatée pour décider une augmentation de salaires et se retranche derrière la direction générale de Floquet-Monopole.

Face à l'intransigeance de la direction, 85 % des ouvriers décident la grève et occupent l'usine 24 h sur 24.

La grève :

3 jours après, la direction envoie 2 escadrons de gardes mobiles pour déloger les grévistes, faire entrer quelques briseurs de grève dans l'usine. De plus, elle envoie une lettre « d'invitation » à reprendre le travail à chaque gréviste. Face à ces provocations délibérées de la direction (appuyée par le préfet, ministre Bord et consorts), les grévistes ont quitté les locaux et sont bien décidés à continuer la grève jusqu'à la totale satisfaction de leurs justes revendications. Depuis, la direction refuse toute tentative de discussion et essaie par tous les moyens d'étouffer le mouvement :

— Pression envers les travailleurs immigrés dont une partie s'est quand même mise en grève.

— déformation des faits par l'intermédiaire du journal régional : « Les Dernières Nouvelles d'Alsace ».

— Lettres d'intimidation,

— Tentatives démagogiques de donner une prime à chaque travailleur pour Noël s'il reprend le travail... etc...

Actuellement, la direction veut faire pourrir la grève. Car Noël approche, et après Noël, il sera difficile aux ouvriers de continuer la grève. De plus, d'ici là, d'autres usines seront probablement lock-outées (Berliet, Peugeot, Unic...) car Jeudy ne leur fournit plus le matériel nécessaire.

Pour l'instant, les ouvriers de Jeudy sont fermement décidés à continuer la grève. Ils ont fait une manifestation à Strasbourg, le samedi 13 décembre, qui a rassemblé plus de 300 personnes, dont 150 étaient des ouvriers et étudiants de Strasbourg qui manifestaient ainsi leur soutien aux travailleurs de Schirmeck.

Mais les grévistes ont besoin de beaucoup d'argent pour continuer la grève (on approche de Noël, il y a les traites à payer, les charges, etc...) et il sera très difficile aux ouvriers de continuer la grève, si on ne leur apporte pas un soutien financier important.

Le soutien à la grève :

Un comité de soutien aux grévistes a été lancé à l'initiative d'étudiants marxistes-léninistes. Nous voulons, grâce à ce comité, soutenir les grévistes en popularisant leur lutte, en organisant des collectes, etc... ; et montrer dans les faits ce qu'est le front uni de toutes les classes et couches exploitées contre les monopoles. Notre soutien a reçu un accueil enthousiaste de la part de tous les grévistes.

Importance de la grève :

La grève de Jeudy-Schirmeck doit réussir car elle est un exemple pour tous les travailleurs d'Alsace et a dépassé le cadre de l'entreprise : ce n'est plus en effet une grève pour une simple augmentation de salaires, mais les ouvriers sont conscients qu'ils mènent une lutte contre le patronat et qu'il est donc décisif qu'ils gagnent.

C'est la section syndicale C.F.D.T. de Jeudy qui mène la grève. En effet, une partie des délégués syndicaux sont très combattifs, très liés à la base et pas du tout pourris comme la direction du syndicat. La C.G.T., malgré un communiqué symbolique de soutien de la grève, s'est dépêché de dénoncer les gauchistes du comité de soutien ainsi que la C.F.D.T. (de l'usine) qui accepte un tel soutien.

Il est capital que la grève réussisse, car cela donnerait un coup de fouet aux ouvriers de nombreuses autres usines de la région. Jeudy est la dernière boîte de la vallée de la Bruche où il existe encore une section syndicale active, qui a d'ailleurs eu énormément de mal à s'implanter. Si la grève échoue, cela risque d'éteindre complètement pour une longue période l'esprit combatif des ouvriers. Au contraire, si la grève réussit, c'est un grand espoir pour toute la région où les conditions de lutte sont particulièrement difficiles.

De plus, la réussite de la grève serait une preuve éclatante pour montrer l'importance du front uni anti monopoliste et constituerait un premier pas victorieux vers la construction de ce front uni.

CHEYLON (Gard) !

Pas d'heures supplémentaires à l'œil pour les patrons !

On entend souvent dire que le travail à la tâche ou à forfait, c'est mieux, on est plus payé, bref, pour les ouvriers, c'est plus avantageux. Eh bien ! ce n'est pas l'avis des ouvrières de chez Cheylon !

Le Mas de Cheylon est une petite usine de fruit près de Nîmes, on y embauche pour une saison de 6 mois environ un personnel uniquement étranger, et pour cause ! Ah ça, pour le patron, c'est bien pratique : à l'embauche, on fait signer aux ouvrières un contrat de travail qu'elles ne comprennent pas ou très mal parce qu'il est en français et qu'elles, elles sont toutes espagnoles, et voilà, le tour est joué ! Après, si elles rouspètent, on leur répond innocemment que... vous comprenez... on ne peut pas modifier le contrat de travail, et puis, vous l'avez signé. Or, la colère des ouvrières ne se fait pas attendre, en effet, le contrat dit bien que les travailleuses seront payées à la tâche, un salaire minimum égal au SMIG étant assuré et qu'elles travailleront au moins 40 h par semaine, mais ce qu'il se garde bien de préciser par contre, c'est que des heures supplémentaires on en fait tout son saoul. Jugez un peu, des journées de 10 à 12 heures, parfois on est là à 6 h et à 23 h on y est encore, or, toutes ces heures, parce que soit disant on est payé à la tâche, ne sont pas considérées comme des heures supplémentaires et les ouvrières savent maintenant ce que vaut le travail à la tâche : un travail forcé pour gagner tout juste le SMIG et des heures supplémentaires non payées, avec ça, la caisse du patron doit vite se remplir ! D'autant plus qu'on travaille le samedi et même le dimanche.

Parfois, quand les commandes pleuvent, l'usine embauche quelques françaises : pour diviser les ouvrières et les monter les unes contre les autres. Il soit tirer toutes les ficelles (les françaises ne travaillent pas le dimanche. On insiste bien : vous les

françaises vous ferez ceci et les espagnoles on les met à part, toutes entre elles, etc, etc...).

Maintenant, la saison est pratiquement finie, mais le mécontentement a éclaté plusieurs fois (refus de ramasser la cueillette sous la pluie, arrêt de travail d'une heure pour exposer les revendications) et tout cela malgré le complet isolement des ouvrières (elles ne comprennent pas le français) et l'absence d'organisation à la base.

C'est en colère que la plupart sont parties ou vont partir.

Depuis des années, à chaque saison, la même escroquerie recommence, mais entre ouvrières ça se dit, la sale réputation de Cheylon s'étend.

On ne trompe pas indéfiniment les travailleurs, aussi, depuis quelques temps, le patron a de plus en plus de mal à trouver « des espagnoles à exploiter ».

Travailleurs, travailleuses immigrés, n'acceptez pas d'être la « chair à canon » des patrons. Dans chaque usine, dans chaque petite boîte, dans chaque chantier, faites reculer les patrons exploités.

PAS DE SALAIRES AU RABAIS !

LES 40 HEURES !

PAS DE CADEAUX POUR LES PATRONS :

— TOUT LE MONDE PAYE A L'HEURE !

— MAJORATION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES !

Déjouons la tactique des patrons « DIVISER POUR REGNER », français ou immigrés, nous sommes tous des ouvriers, notre ennemi, c'est bien le même, unissons notre colère et notre volonté de vaincre contre l'exploitation forcée des patrons !

VIVE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS DANS LA LUTTE CONTRE LE PATRONAT !

Une travailleuse de Cheylon.

QUAND LA C.G.T. PRÉCONISE L'OBÉISSANCE SERVILE AU SERVICE DES BOURGEOIS

La population des régions côtières du Cotentin entre Casteret et la baie d'Avranches est en butte, depuis plusieurs mois, aux activités singulières d'un « groupe d'intervention et de recherche » de l'Administration des douanes.

Sous prétexte de lutter contre la contrebande qui se ferait entre les îles Anglo-Normandes et la côte française, ce « groupe d'intervention » multiplie les mesures vexatoires de toutes sortes, fouilles, filatures, arraisonnements, amendes, etc...

L'émoi de diverses couches de la population était telle que divers journaux locaux et au moins un journal parisien (« Le Monde ») en ont parlé, en termes réprobateurs. Certaines protestations ont été suivies d'effets, puisqu'elles ont provoqué une enquête administrative et des sanctions ou rappels à l'ordre pour certains des agents impliqués dans cette affaire.

Mais la direction du syndicat C.G.T. des douanes, elle, n'a pas hésité un instant à prendre la défense de ces « Elliott Ness » gabelous, dans une lettre adressée au journal « Le Monde ».

Nous croyons utile de porter à la connaissance de nos lecteurs la position des dirigeants du syndicat C.G.T. de fonctionnaires, telle qu'elle apparaît à la lecture de cette lettre, publiée dans « Le Monde » du 9 décembre.

Le groupe d'intervention et de recherche de Granville ne constitue nullement une exception, mais s'insère dans une organisation d'ensemble étendue à tout le territoire.

Dans ces unités, les personnels effectuent leur mission strictement dans le cadre des lois, règlements et ordres qu'ils reçoivent de l'autorité supérieure... une enquête effectuée après la publication du propos que nous mettons en cause a démontré que l'action du service était bien demeurée dans ces limites.

Par ailleurs, les résultats de service obtenus par la douane dans cette région prouvent qu'il ne s'agit nullement d'opérations vexatoires et inutiles, mais d'actions de service qui se révèlent nécessaires pour la protection de l'économie nationale et celle des pays du Marché commun.

Si des usagers ont peut-être eu des démêlés avec le service des douanes, nous n'acceptons pas qu'ils servent de prétexte à une campagne calomnieuse contre les agents qui, comme nous l'avons indiqué, ne font qu'exécuter les ordres reçus de l'autorité supérieure... et dont ils n'ont pas à discuter l'opportunité, leurs fonctions leur imposant de le respecter.

C'est donc contre les lois et règlements en vigueur que l'auteur du propos veut s'élever.

Quand aux qualificatifs de « barbouzes, police parallèle » et autres épithètes dont sont gratifiés les personnels, il nous paraît à peine besoin de souligner que ces derniers appartiennent dans leur grande masse à la C.G.T., ne connaissent d'autre autorité que l'autorité légale et mettent en concordance leurs principes et leurs actes.

Ce texte constitue un condensé de ce qu'est devenue la C.G.T., qui autrefois, lutta pour la « suppression du patronat et du salariat ».

Un syndicat C.G.T. se déclare fier d'exécuter des actions de service qui se révèlent nécessaires pour la protection de l'économie nationale et celle des pays du Marché commun : c'est-à-dire pour la protection de Perrier-Genorain, St-Gobain, De Wendel, Boussac et Cie. Intérêt national = intérêt du capital ! Protection du Marché commun = protection du bastion impérialiste d'Europe occidentale !

Mais, dit ce syndicat C.G.T., c'est pas nos oignons : « Nous ne faisons qu'exécuter les ordres reçus de l'autorité supé-

rieure, et nous n'avons pas à en discuter l'opportunité ».

Les ordres « reçus de l'autorité supérieure, ont certes été invoqués et le sont encore, pour justifier les pires exactions, les pires brutalités. Nous ne rappellerons certain brûlants souvenirs, car ils sont dans toutes les mémoires.

Comment après cela, ce syndicat ose-t-il protester (si tant est qu'il le fasse) contre la sauvagerie des « forces de l'ordre ». Après tout, le CRS aussi, il « fait son boulot » et est commandé pour.

Comment ce syndicat peut-il s'associer à la campagne contre les atrocités yankees au Vietnam ? Les G.I. étaient eux aussi « dans l'exercice de leurs fonctions ». Quant à ceux qui se sont révoltés, ce sont des mauvais esprits, des « gauchistes » quoi !

Nous, dit le syndicat C.G.T. des douanes on n'est pas comme ça. Nous, on « ne connaît d'autre autorité que l'autorité légale ».

Camarades douaniers, fonctionnaires, agents des services publics, membres de la C.G.T., voici ce qu'écrivent les dirigeants d'une de vos Fédérations !

Alors, quand ils viennent vous placer le bouquin de Krasucki « syndicats et luttes de classes », demandez leur comment ils concilient la lutte de classes avec l'obéissance inconditionnelle au ment de domination de la classe dominante, et comment ils espèrent abattre le capital en « défendant son économie » !

Non, les fonctionnaires et agents des services publics ne sont pas, ne seront jamais les larbins et les barbouzes de l'Etat des monopoles. N'en déplaise aux bonzes corrompus et aux bureaucrates renégats du mouvement ouvrier, les salariés de l'Etat connaissent quelque chose de plus important que l'autorité légale du pouvoir des monopoles. Cette chose (cette vieilleries comme dirait Benoit Frachon) c'est la conscience de classe.

Correspondant H.R.

UNITÉ A LA BASE

C.A.F.L., St-CHAMOND :

3 semaines de luttes du comité de base



Il y a quelques temps que cette histoire a commencé. Mais il faut d'abord vous faire un résumé de la situation dans notre usine pour mieux comprendre : 2.000 ouvriers ; au mois de mai 1968 1400 étaient contre la reprise du travail finalement imposée par les syndicats. En 1969, au début de l'année, le C. B. se crée après une grève de 5 jours avec occupation où les syndicats sont un peu « bousculés », mais qui échoue. Au cours de l'année, neuf grèves ou mouvements divers qui échouent ainsi à cause des syndicats. Les trois syndicats perdent des voix en valeur absolue aux élections.

Dans la deuxième semaine d'octobre, les délégués de l'atelier « grosse mécanique » trouvent que la prime de productivité est répartie de façon injuste. Les trotskystes de « lutte ouvrière » essaient de semer la confusion en reprenant les mots d'ordre du C.B. Fidèles aux vieilles traditions trotskystes ils essaient de vivre sur le travail des communistes. Malgré cinq ans de travail « assidu à la porte de l'usine » leur audience va en diminuant. Mais au lieu de demander que tout le monde ait autant que la plus forte, ils demandent à l'ingénieur de l'égaliser en prenant dans la poche des uns pour remettre dans la poche des autres. Cette même prime qui avait fait l'objet de grève et de luttes diverses dans l'année, l'ingénieur ne pensait pas s'en tirer à si bon compte. Il accepte. Les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. reviennent dans leur atelier annoncer la « bonne nouvelle ». Mais au lieu d'être accueillis par des bravos ils sont désavoués par la grande majorité des travailleurs et quelques délégués de leurs syndicats qui n'étaient pas au courant.

De son côté, l'ingénieur très content, convoque les délégués des Chaudronneries pour leur soumettre le marché. Mais il se trouve parmi eux un délégué honnête et combatif qui refuse net. Pendant ce temps les camarades du Comité de Base font une propagande intense pour montrer que cet accord est inacceptable. Les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. sont très ennuyés ; ils convoquent une réunion intersyndicale. De cette réunion sort un nouveau cahier de revendication, correct celui-ci, et un protocole d'accord entre les trois syndicats.

Entre temps l'ingénieur fait distribuer à tous les ouvriers une note pour montrer ce qu'il a accordé aux ouvriers des mécaniques, disant qu'à la chaudronnerie, les délégués ont refusé.

Le lendemain, le C.B. publie un tract pour informer les ouvriers de la situation, mais soutenant la nouvelle position des syndicats (c'est le tract numéro 1).

La prime de productivité est une prime calculée en fonction d'un pourcentage sur les bénéfices. Ce pourcentage détermine une somme divisée en trois ; une part pour la direction, une part pour le client, une part pour les ouvriers. La part qui revient aux ouvriers n'est pas répartie également entre nous, mais pour mieux nous diviser, en fonction de notes données par nos chefs à chacun d'entre nous. A la fin du mois cela fait des différences de 100 à 150 francs pour deux ouvriers de même qualification selon qu'ils sont « bien notés » ou non.

La semaine se passe la dessus. Au début de la semaine suivante, après avoir fait trainer les choses en longueur, les syndicats publient un tract dans lequel ils posent un ultimatum à l'ingénieur sur le nouveau cahier de revendication. Ce tract comporte un protocole d'accord des trois syndicats sur l'action à mener. Le jour dit arrive, réponse de l'ingénieur :

non. Le lendemain tout le monde attend la réunion d'information : point. Le soir le C.B. se réunit pour faire le point de la situation. Les camarades considèrent qu'il était juste d'avoir soutenu les revendications des trois syndicats, mais que maintenant ils renient ouvertement leur parole d'engager l'action. Les ouvriers de l'usine ont attendu toute la journée cette réunion d'information et sont rentrés chez eux sans nouvelle.

On apprend de plus que les syndicats se sont réunis mais qu'ils ne sont plus d'accord. Le délégué combatif proposait une grève illimitée, les autres voulaient faire un vote à bulletin secret.

Le Comité de Base décide d'attendre encore une journée avant de dénoncer les manœuvres des dirigeants C.G.T. et C.F.D.T.

Cette tactique de soutien était juste car la C.G.T. et la C.F.D.T. ayant de fortes contradictions (se partager les 40 millions du C.E.) et la C.G.T. ne voulant plus prendre la tête du mouvement, les responsables ne savaient pas comment se sortir de ce mauvais pas sans renier une troisième fois ouvertement les engagements pris.

Le lendemain la C.G.T. et C.F.D.T. publient un questionnaire demandant aux ouvriers s'ils sont bien d'accords avec le cahier de revendication (alors qu'ils avaient posé un ultimatum une semaine avant sur ces revendications) et quelles formes de lutte ils veulent. En mêmes temps, ils lancent avec la maîtrise une campagne d'intoxication pour dire qu'il n'y a plus de travail, que ce n'est pas le moment de faire grève. L'ingénieur renvoie même plusieurs « poly service » pour faire plus vrai.

Aussitôt le Comité de Base réplique par un nouveau tract (tract numéro 2). Malgré toutes ces manœuvres la mobilisation commence à se faire. On parle de plus en plus de grève dans les ateliers. Les militants du C.B. expliquent qu'il faut une grève illimitée et non quelques heures par semaine, ce qui serait démobilisateur dans les conditions actuelles. La semaine se finit sur ces faits.

Au début de la troisième semaine, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont recueilli leur fameux référendum. Malgré tous leurs efforts la majorité des syndiqués qui ont eu une feuille se sont prononcés pour une grève. Les voilà obligés de tenir la réunion d'information. Elle aura lieu le matin.

A la réunion, 5 ou 600 ouvriers sont présents. Ils sont là, calmes, silencieux, et on voit leurs regards se diriger avec méfiance vers l'escalier où se tiennent les « bonzes ».

La première manœuvre consiste à donner la parole au meilleur délégué dès le début. Le camarade explique son point de vue sur les revendications, pourquoi elles sont justes et pourquoi il est pour la grève illimitée. Il est applaudi.

Vient ensuite le responsable C.F.D.T. qui péroré pendant un quart d'heure, explique qu'il n'y a pas beaucoup de travail, que dans deux mois la situation serait plus favorable pour une grève mais que si la majorité veut faire quelques heures par semaine, on les fera. Pas d'applaudissements.

C'est le tour de la C.G.T.. Il faut dire qu'elle est très amoindrie car son seul « orateur » a quitté l'usine il y a quelques mois. Le délégué C.G.T. est tout rouge, monte quelques marches, bre-

doille deux mots, s'arrête, se penche pour écouter ce qu'on lui souffle à l'oreille et déclare : « Je suis d'accord avec la C.F.D.T. ». Inutile de dire qu'il quitte l'escalier dans un grand silence. La C.F.D.T. reprend aussitôt la parole pour mettre la grève de 8 heures par semaine aux voix, mais elle est arrêtée par plusieurs compagnons qui ont des questions à poser. Un camarade va prendre la parole au nom du Comité de Base. Il explique le caractère entièrement justifié des revendications, que l'argument selon lequel il n'y a pas de travail est faux ; le responsable C.F.D.T. essaie de l'arrêter prétextant qu'on n'a pas le droit de prendre la parole mais seulement de poser des questions. Il se fait huer, on entend des puissants « Ta gueule, laisse-le parler ». Le camarade poursuit et finit en expliquant que seule la grève illimitée peut faire aboutir nos revendications.

La C.F.D.T. s'empresse ensuite de mettre aux voix mais elle pose la question « Qui est pour la grève de 8 h. ? » Une centaine pour, qui est contre ?

— 300 mains se lèvent, environ.

— Bonze C.F.D.T. : ah ! bon. Ce n'est pas exactement comme le référendum. Mais on ne sait pas si ceux qui sont contre veulent plus ou moins de 8 heures. Il faudrait peut-être faire un vote à bulletin secret...

— T'as qu'à nous le demander, crient plusieurs voix.

— Bonze C.F.D.T. : bon, alors qui est pour moins de 8 heures ? Il ne reste plus que vingt mains.

— Qui est pour plus ?

La grande majorité des mains se lève.

— Bonze C.F.D.T. (sourire pâle) : bon ! comme nous n'avions pas prévu ça il faut consulter les militants et les syndicats entre eux.

Sur quoi les délégués s'enfuient précipitamment, dans un tollé général.

Le soir le C.B. se réunit à nouveau. Un nouveau tract est rédigé (tract numéro 3) Les discussions dureront longtemps pour savoir si on lance ou non la grève dans certains ateliers de l'usine. Finalement on décide de réunir les camarades par atelier et de ne lancer un mouvement que si on est certain de l'encadrer et de le mener à la victoire.

Le lendemain, le tract du C.B. est affiché partout sur les panneaux aux pendules, dans les casiers. Il reçoit l'approbation d'une grande partie des compagnons.

C'est le prochain objectif du C.B. lancer la grève sans les syndicats, les ouvriers refusant de faire appel à eux.

Le bilan, c'est que l'influence du C.B. s'est considérablement agrandie. Le nombre d'adhérents a presque doublé en trois semaines. Un délégué C.F.D.T. a dit qu'il démissionnait. Un C.G.T. est tout à fait écœuré. Beaucoup disent qu'ils ne reprendront plus leur carte. On fera le point à la reprise en Décembre.

On profite de ce moment du recul pour organiser solidement les nouveaux adhérents pour consolider les ateliers où on est le plus fort et pour s'attaquer à un atelier où on est absent. On prépare un cahier de revendication par chantier, lié au cahier général.

Voilà en fait une histoire qui illustre bien ce que dit le Président Mao ; un proverbe chinois qualifie l'action de certains sots en disant qu'ils soulèvent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

Nos bonzes syndicaux y regarderont à deux fois lorsqu'ils voudront rendre les choses un peu plus « équitables » !

E.G.F. :

ON EST TRAHI CAMARADES !

A l'E.G.F., le contrat de progrès, cette nouvelle invention gouvernementale et patronale est un accord bizarre et assez difficile à comprendre (les formules étant complexes) qui définit les miettes d'augmentation que toucheront les agents des industries électriques et gazières à la condition toutefois que ceux-ci renoncent à faire des grèves avec coupures du courant sauf dispositions spéciales (préavis très longs, renoncement pour plusieurs années à ce droit, etc...). A l'heure où je vous écris ces quelques lignes, je connais la forme de l'accord, mais je ne suis pas en mesure de vous donner pour le moment des chiffres précis.

Déjà, le jour de la négociation, ce mardi 9 décembre, trois centrales syndicales ne représentant ensemble même pas 40 % du personnel aux élections : F.O. en tête, bien connu chez nous pour être jaune, l'U.N.C.M. (C.G.C.) syndicat des patrons, minoritaires chez les cadres et ayant dans ses rangs presque toute l'aristocratie ouvrière (chefs et ingénieurs dans les centrales, etc...) et la C.F.D.T., syndicat se disant « jeune et dynamique » et même quand c'est utile « révolutionnaire » (?) (durant le grand mois de mai, ils étaient derrière les Mendès et les Mitterrand) signent ce contrat de progrès.

Il est toutefois à noter qu'à Paris-électricité, une délégation de la C.F.D.T. a demandé à ses dirigeants de ne pas signer ! (le bon côté des événements, de la lutte !). Les dirigeants C.G.T. ne signent pas et décident de consulter la base. Comme cela ne s'est pas produit depuis longtemps dans nombre de services, la base s'en réjouit à juste raison et en profite pour militer auprès des C.F.D.T.

« Vous voyez, à nous on va nous demander notre avis » !

« Nous ne sommes point des « totalitaires » !

« Vos dirigeants vous trompent et les nôtres sont les meilleurs ». Etc...

Mardi soir, le leader C.G.T., Balran passe à Europe 1, répond aux questions des auditeurs, la situation étant favorable, il s'en « tire bien », mais un point apparaît bizarrement dans une de ses phrases. « Nous n'excluons pas la possibilité de signer », la base de la C.G.T. y est pourtant nettement opposée. Enfin ! C'est peut-être une manœuvre pensent les uns et le doute commence à s'installer dans l'esprit des autres !

Deux jours après, l'Huma révisionniste titre que la C.G.T. va organiser un référendum (Hum !) pour le 14 janvier et qu'elle consultera tout le personnel. Donc, si c'est oui, ils signent, si c'est non ils ne signent pas (drôle de consultation à la base).

La C.G.T. recueille aux élections environ 60 % des voix, c'est-à-dire qu'il n'y a pas 60 % des cartes d'adhérents (et même que c'est loin du compte).

Par exemple, dans les centrales, il y a un gros pourcentage de grévistes lors des luttes (comme dans tous les services actifs) alors que d'autres qui sont, disons plutôt « passifs », qui ne produisent pas directement (centre où l'on reçoit l'abonné, siège de l'E.D.F. et celui du gaz, certains services de l'équipement et de la distribution) la combativité est en comparaison plus faible. Cela se comprend, car la grève n'a pas d'importantes répercussions dans ces services et aucune sur le réseau. Souvent des C.G.T. ou des C.F.D.T. ne font pas à grève. Ils votent C.G.T. car pour eux, elle défend le mieux les intérêts du personnel dans les commissions en tout genre qui se déroulent à la base. Mais justement le rôle du syndicat est de souder les différents secteurs et d'expliquer pourquoi il faut faire grève ensemble, notamment dans des secteurs moins combatifs (pour des raisons diverses) ; il est certain que si ces travailleurs ne reçoivent pas d'explications, ils peuvent rester passifs.

(Suite page 6)

ET DANS L'ACTION !

Un texte de nos camarades suisses :

Qu'est-ce que le contrat de "Paix Sociale" ?

Nous publions ci-dessous un extrait d'un texte de nos camarades de l'organisation des Communistes de Suisse sur le mouvement ouvrier suisse. Après avoir fait l'historique du syndicalisme en Suisse, nos camarades expliquent dans le texte suivant comment les directions syndicales réformistes ont conclu entre les deux guerres des accords de « paix du travail » avec le patronat et comment ces accords ont livré la classe ouvrière pieds et poings liés au capital. Voilà un bel exemple de collaboration de classes, de syndical-flic, très instructif pour la classe ouvrière française à l'heure où les centrales syndicales françaises signent des « contrats de progrès » : il y a belle lurette que les travailleurs de Suisse connaissent cela, et voilà où cela les a menés !

Devant la combativité de la classe ouvrière de l'entre-deux guerres, le patronat s'organise et recherche la « collaboration ». Ils se déclarent prêts à trouver un terrain d'entente, à condition que le syndicat limite ses activités aux problèmes purement économiques. Le P.S.S. (1), qui a pris direction du syndicat, porte au sein du mouvement ouvrier, l'idéologie de la bourgeoisie. Au Congrès de Lausanne de 1924, la direction de l'U.S.S. prend des mesures propres à écarter la minorité communiste et à enrayer son influence ; trois ans plus tard, elle supprime des statuts l'affirmation comme quoi « les fédérations syndicales suisses, PLACEES SUR LE TERRAIN DE LA LUTTE DES CLASSES, forment l'U.S.S. ».

Mais le travail révolutionnaire continue parmi la base ouvrière qui ne perd pas sa combativité, malgré la collusion toujours plus marquée des dirigeants avec la bourgeoisie. Comment cette base en viendra-t-elle à accepter un accord — la « paix du travail » — qui trahit manifestement ses intérêts et des droits acquis de haute lutte, et qui la livre main liée au bon vouloir de la bourgeoisie ?

VENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS... POUR UN PLAT DE LENTILLES !

Il faut, pour comprendre cette évolution, analyser les circonstances

historiques dans lesquelles sera signée la « paix du travail ».

En 1931-1933, une crise économique ravage l'Europe. La misère et le chômage sévissent et le fascisme devient menaçant. Les contrats collectifs de travail que la classe ouvrière parvient à arracher durant cette période sont des garanties qui lui assurent la préservation des avantages acquis par la lutte. Ils représentent en eux-même une victoire, et c'est dans le même sens qu'une partie de la classe ouvrière concevra, au début, la « paix du travail ». Peut-être cet accord représente-t-il, dans l'esprit de certains d'entre-eux, une sorte de trêve, une garantie immédiate, du fait du chômage et de la pression qu'il exerce sur les salaires. Mais pour les réformistes sociaux-démocrates, acquis de longue date à la bourgeoisie et qui tiennent en mains la direction des syndicats, la « paix du travail » est un pas important vers l'intégration du mouvement syndical dans le système capitaliste. Elle abolit toute idée de lutte de classe et livre la classe ouvrière au bon vouloir des patrons, sans possibilité de défense. Dès lors, ces porte-parole de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier utiliseront les conventions collectives et les commissions ouvrières, conçues à l'origine pour défendre les intérêts des ouvriers dans l'entreprise, pour renforcer la « paix du travail », la

glisser dans tous les statuts et la perpétuer alors que rien ne la légitimera plus, et qu'elle sera devenue un frein à toute lutte, un boulet qui immobilise la classe ouvrière.

S'ils parviennent à imposer leurs manœuvres et à chloroformer peu à peu la base ouvrière jusqu'à lui ôter tout moyen de participation directe à l'élaboration de la ligne et des décisions des syndicats, c'est essentiellement parce que l'équipe dirigeante du parti communiste (qui, après son interdiction en 1940 ressortira sous le nom de Parti suisse du Travail) n'a cessé de dégénérer depuis 1936, a désavoué l'opposition syndicale menée par les militants de sa base, a liquidé ses propres groupes d'usine et s'est soumise servilement à la collusion des bonzes syndicaux avec l'ordre bourgeois.

Les ouvriers sincères et révolutionnaires ont encore tenté jusqu'en 1956 d'insuffler un nouvel esprit de lutte à la base des syndicats. Mais privés de l'appui du P.S.D.T., parfois même sabotés par lui, ils ont fini par se décourager, et, la prospérité économique aidant, à abandonner toute lutte. La direction des syndicats a donc pu impunément et ouvertement œuvrer à la « prospérité générale du pays » en limitant les revendications ouvrières afin « de ne pas entamer la marge de profits nécessaire à de nouveaux investissements » !

La « paix du travail » n'est donc pas, comme les bonzes veulent nous le faire croire, un accord bilatéral qui assure des avantages aux deux parties. Elle est un moyen de pression permanent exercé par le patronat et la direction syndicale elle-même sur les travailleurs suisses et étrangers à qui elle a ôté tout moyen de faire valoir leurs revendications.

(1) Parti Socialiste Suisse.

POUR UNE CLAIRE LIGNE DE DEMARCATIION D'AVEC LES SPONTANEISTES

5 militants « maoïstes » ont été lourdement condamnés, récemment à Grenoble. L'attitude fascisante du pouvoir en difficulté face aux revendications multiples a été démontée par ce procès : par exemple, mise en état de siège d'un certain nombre de quartiers. Elargir au maximum le front uni contre la répression a été la tâche des amis de l'Humanité Rouge. Pour les faits, nous renvoyons aux numéros 32 et 33 et à l'article informatif contenu dans ce numéro.

Il est nécessaire que nous y voyons clair. Il s'agit ici d'examiner quelques uns des arguments énoncés par les spontanéistes avant ou après le procès.

Première affirmation : « il faut prendre l'offensive ». C'est un appel général. On ne précise pas avec quelle force, ni la direction. Et pour cause. Nos spontanéistes savent qu'ils ne peuvent avancer en milieu ouvrier. Ils ont essuyé là un échec, d'où leur volonté de faire des actions de prestige, coûteuses (6 arrestations), sur une place où l'on sait que la police interviendra infailliblement, et caractérisée par la grande densité de cafés qui n'ont rien de très populaires...

Comment croire sérieusement que des affiches qui se terminent par « Résistons à la répression au lieu de lire l'Humanité » puissent convaincre les travailleurs que trompe encore le révisionnisme ?

Est-ce prendre l'offensive en milieu étudiant et jeune que d'y développer le terrorisme ? Significative a été la révolte de certains étudiants contre de telles méthodes lors d'une Assemblée générale prévue contre la répression. Terrorisme, sectarisme s'épaulent fermement. Tout ce qui ne sort pas du cerveau de quelques individualités n'est pas révolutionnaire. On ne discute pas, on cherche à imposer, à ramener l'action à l'échelle de la chapelle. C'est ainsi qu'une organisation de masse, comme les Amitiés franco-chinoises n'a pu jouer

son rôle pour le 20^e anniversaire, les spontanéistes la court-circuitant par leur agitation groupusculaire (le tract à propos duquel les incidents ont éclaté était signé les « maoïstes » de Grenoble, il parlait bien des succès socialistes en Chine, mais pourquoi cette signature pour convier à une exposition où les A.F.C. étaient partie prenante ?).

Singulier aspect « offensif » qui consiste à restreindre de fait l'audience d'une organisation de masse. Singulier aspect « offensif » aussi celui qui amène à ne pas participer à 4 réunions préparant un meeting contre la répression ! Les amis de l'Humanité Rouge, pour leur part, devant la répression qui s'abattait sur les « maoïstes » n'ont pas hésité à discuter avec des organisations aussi diverses que le P.S.U., l'Association des étudiants, divers syndicats (C.F.D.T., chercheurs, enseignants, techniciens), l'A.J.S., Lutte Ouvrière... Sans doute faut-il penser que la signature de plusieurs tracts « maoïstes et anarchistes » a telle plus d'efficacité ? Il n'a pas été prouvé que les inscriptions du genre : « raclure de bidet juridique » avaient un pouvoir particulièrement mobilisateur !...

Deuxième affirmation : « la révolution est dans la rue ». Deuxième exemple de slogan général. Affirmation péremptoire qui conduit à l'aventure.

Nous affirmons calmement que ce n'est pas un acte révolutionnaire que de donner rendez-vous aux flics, dans les circonstances présentes. Est-ce servir la révolution que d'organiser son propre écrasement ? Pour nous, nous choisissons le travail en apparence mesquin à l'heure actuelle : faire pénétrer nos idées à tous les instants, à toutes les occasions, dans les usines et auprès des usines.

Certains spontanéistes espéraient faire de la place Grenette le forum de la Révolution ! Cela correspond

à une conception de l'action qui n'a rien à voir avec une ligne juste. Partant des idées réformistes et révisionnistes encore répandues, partant de l'inorganisation actuelle des masses, le problème n'est-il pas de consolider le parti révolutionnaire ? Les liens avec les masses sont à renforcer au centuple. Un travail de tous les instants : aide matérielle, culturelle, travail politique et idéologique, d'où est précisément exclu le bluff et le style proclamatoire, est nécessaire.

Troisième affirmation : « il faut empêcher la bourgeoisie de jouir en paix ».

Nous posons la question : qu'est-ce qui l'amène à jouir ? Un combat mal préparé qui se termine en défaite, une agitation sans ouvriers, sans lien solide avec les masses ou un travail sérieux qui vise au contraire ?

Il est vrai que les spontanéistes ne semblent pas se soucier de l'existence ou de la formation d'un parti révolutionnaire. L'individualisme domine le style de travail (d'où l'alliance avec les anarchistes), on ignore ce qu'est la centralisation, le centralisme, la démocratie.

L'analyse politique ne tient pas compte de la réalité ; dans ces conditions il n'y a évidemment pas de ligne politique, puisqu'il n'y a pas d'analyse sérieuse d'une situation concrète avec les mots d'ordre qui en découlent...

Mais disons fraternellement à ceux que nous considérons dans l'erreur qu'il est grand temps de se reprendre. Nous sentons tout autant qu'eux le caractère implacable, sordide et crapuleux de la société capitaliste. Mais l'impatience ne peut réjouir que nos ennemis. Déployons notre énergie à construire, à consolider, le travail ne manque pas. Nous combattons pour notre part les idées erronées, effectuons les démarquations nécessaires tout en renforçant entre autre chose les noyaux de discussions, les comités de base et les comités front uni.

E.G.F. :

(suite de la page 5).

Bref, en deux mots, j'ai bien peur que si le référendum a lieu, le « oui » soit majoritaire, la C.G.T. signera, mais la base ne reculera pas devant cette menace pour faire des actions avec coupure du courant. Les sanctions (cette fois « légalisées ») vont pleuvoir sur nous. On se rappelle que lors des grèves du 19, 25 et 26 novembre, la répression a violemment commencé.

Même si le oui intervient, il est anormal d'empêcher le droit de grève avec coupures, il est injuste que la C.G.T. signe cet « accord de progrès » qu'elle appelle une convention salariale. Le droit de grève acquis par le passé au prix de dures luttes, de peines et de sacrifices ne peut être remis en question par un référendum.

Pourquoi les dirigeants C.G.T. font-ils cela ?

— D'abord parce que les luttes efficaces sont à l'encontre de la politique révisionniste du P.«C.»F. et justement ces luttes ont d'ores et déjà commencé (le 26-11-69 la grève a été brisée, le courant a été remis à 11 heures au lieu de 21 heures sur ordre des dirigeants C.G.T. et C.F.D.T.).

— Ensuite, en signant tout de suite, ils auraient perdu la confiance de la base, en organisant un référendum, ils apparaissent des démocrates. Si le oui l'emporte, ils ont joué et ont perdu, donc la face est sauvée, si le non l'emporte, ils gagnent encore, ça aura été grâce à eux si... (Quelle bêtise, alors qu'il est si simple de dire non tout de suite !). Ils perdent et perdront des adhérents sur leur gauche et peuvent en gagner sur leur droite (ça leur est égal puisque les gars voteront pour eux aux élections à la base !).

Si on ne vote pas, on favorise le pourcentage des voix à F.O., par exemple, ce syndicat jaune que nous n'aimons pas. On vote pour les camarades de la base, on les connaît, certains luttent avec sincérité et efficacité, n'ont pas une carte du P.C.F. ou en ont une, mais, sont des bagarreurs, trompés certes, mais honnêtes et ne reculent pas dans la lutte (le nombre des révisionnistes est très faible en réalité. Ils donnent une impression de puissance parce qu'ils occupent les postes importants du syndicat).

Les dirigeants C.F.D.T. collaborent ouvertement, les dirigeants C.G.T. collaborent astucieusement, ainsi est la situation concrète qu'ils nient par la parole et pratiquent dans les faits.

La campagne C.G.T. d'explication commence officiellement le 15 décembre, faisons entendre notre voix, dénonçons ce référendum qui vise à nous interdire le droit de grève. Même si un seul agent votait contre, il aurait quand même le droit de faire grève.

Non au référendum !

Le droit de grève est une chose acquise et ne peut être remis en cause !

Non à la collaboration des classes !

A bas la trahison bête de F.O., U.N.E.M., C.F.D.T. !

A bas la trahison intelligente de la C.G.T. !

Vive l'union à la base et dans l'action, créons les comités de base, embryons du syndicat de lutte de classe de demain !

Les exigences de l'actualité nous ont contraints de retarder la publication de la série d'articles consacrée à la gestion nationale en France.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et leur en confirmons la parution prochaine.

Ils en seront avisés en temps utile.

Dans l'article de H.R. n° 39, intitulé « la lutte au commissariat à l'énergie atomique », (p. 8), 4^e colonne à la fin, il fallait lire :

« A bas le révisionnisme des dirigeants du P.«C.»F. et de la C.G.T. qui constituent une trahison des intérêts du prolétariat ».

et non :
« A bas le révisionnisme des dirigeants du P.«C.»F. et de la C.F.D.T... »

LE REPORT DU CONGRÈS DE L'U.N.E.F.

A son dernier « collectif », l'UNEF a reporté son Congrès en avril.

Raison invoquée : l'extrême confusion régnant dans les Associations Générales d'étudiants qui très souvent n'ont pas transformé leurs statuts comme il leur en était fait obligation.

En fait, par delà ces problèmes juridiques, la direction de l'UNEF ne cache pas qu'il y a des raisons plus graves à ce report du Congrès : les demandes massives d'adhésion à l'UNEF de « comité UNEF renouveau ».

Nous avons toujours dit que ce n'est d'une manière bureaucratique ou par des artifices juridiques que se réglerait la question de l'UNEF « renouveau ».

C'est pour leur rôle d'ennemis du mouvement étudiant que les révisos organisés en tendance dans l'UNEF « Renouveau » doivent être exclus de l'UNEF par les masses.

Les attermolements de certains militants du P.S.U. sur cette question placent aujourd'hui l'UNEF dans une situation difficile.

Suivant la ligne centrée de Rocard, ils continuent de louvoyer comme pour ménager des possibilités d'unité (le 15 novembre ils se placèrent à la remorque d'un cortège du P.C.F.).

Nous disons fermement qu'ils prennent une voie erronée. C'est en restant fermes sur les principes (pas d'unité avec l'ennemi) et en menant des luttes de masses que l'UNEF pourra s'affirmer comme l'organisation de lutte des étudiants qui rejoignent les masses populaires. En refusant de poser clairement le problème de l'exclusion des contre-révolutionnaires et en se condamnant à des manœuvres statutaires, la direction de l'UNEF ne fait pas son travail.

Le rôle des communistes marxistes-léninistes est plus que jamais d'œuvrer pour que le mouvement étudiant se place, sous la direction de la classe ouvrière réorganisée, dans le front uni des masses populaires contre les monopoles et l'impérialisme.

MARSEILLE : LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS CRÈVENT DE FROID DANS LES BIDONVILLES

Est-ce votre « société nouvelle » monsier le président CHABAN-DELMAS ?

Dans votre « société nouvelle » personne ne crèvera de faim, diriez-vous monsieur le président ? Mais si. Avez-vous vu le bidonville de la Cayolle à Marseille ? Il y a deux semaines, dans ce camp de honte, une femme a abandonné son bébé à la porte de sa maison. Elle n'avait rien pour le nourrir ! Le lendemain matin, les habitants de la Cayolle trouvaient un petit cadavre gelé, sans souffle !

Mais ceci ne vous suffit peut-être pas. Vos agents, les gérants de votre société pirate, la LOGIREM ont coupé l'eau aux Tonneaux du Grand-Aréas (Cayolle), il fallait aller chercher l'eau dans des seaux à 100 mètres. Dans une de ces baraques, une vieille gelaît sans chauffage et sans eau. Dans la nuit, monsieur le président, cette vieille est morte. On ne savait même pas comment l'enterrer.

Avez-vous vu ça ? Mais vous, chef des patrons, comment accepteriez-vous de vous salir dans ces bidonvilles ? Les exploitateurs ont des châteaux ! D'ailleurs le gouvernement vient d'annoncer qu'il détruirait les Tonneaux pour faire passer une belle route ! Pour promener qui dans cette « nouvelle société » ? les voitures des bourgeois sur les crânes des immigrés ?

Où sont l'expansion et la grandeur de votre « FRANCE » prospère ?

Exploitateurs et patrons ! Que dans votre « société nouvelle » les néo-esclaves crèvent de froid, vous vous en foutez ! Ce qui vous importe, c'est d'avoir toujours le ventre plus gros !

Que vous exploitiez vos « prolétaires français » ou les travailleurs immigrés, c'est, pour vous, pareil.

Demain, ces immigrés que vous avez transportés d'outremer pour les jeter dans les bidonvilles, lèveront le drapeau rouge de la rébellion contre vous ; contre votre surexploitation.

Demain, vos « prolétaires français » s'uniront dans la lutte pour abattre votre règne exploitateur.

Mais aussi demain, immigrés et français s'uniront dans le combat contre toute forme de racisme et contre vos manœuvres qui consistent à opposer français et non français, car ils ont un ennemi commun, un même exploitateur : VOUS, CLASSE DE PATRONS !

Prolétaires immigrés et français, unissez-vous.

C.D.H.R. - Cayolle - Marseille.

Grenoble : Non à la répression !

Dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 décembre, un groupe de gauchistes « attaque » à coups de pierre la bibliothèque de sciences où se déroulait le bal de l'institut, rendez-vous annuel de la « haute » société grenobloise.

Le recteur de l'Académie dépose plainte auprès du procureur de la République.

Le samedi, la sûreté urbaine, trouvant là l'alibi rêvé, effectue des perquisitions à grands renforts de policiers, dans les locaux de l'A.G.E. et chez d'honnêtes travailleurs dont le crime est de ne point cacher leur amitié pour le peuple chinois et ses belles réalisations.

La presse locale — bourgeoise et révisionniste — s'empresse de monter l'événement en épingle afin de jeter le discrédit sur le mouvement étudiant et de l'isoler des autres luttes populaires. Un autre but visé est de semer la confusion dans l'esprit des gens en leur faisant croire que « trotskystes-maoïstes », anarchistes, drogués, cheveux longs et voyous, c'est la même chose ; et ainsi appeler la population à sévir contre ces « éléments malsains » (1) :

Le Dauphiné Libéré (13-12) : « Or, ce qui fait leur force, ce n'est pas leur nombre — 100 à 200 membres à Grenoble. Mais l'absence de réaction de la grande majorité de la population qui refuse de prendre au sérieux les agissements de ces extrémistes. Il faut donc être vigilant si l'on ne veut pas avoir un réveil brutal ».

Le Travailleur Alpin — feuille locale du P.C.F. est quant à lui plus explicite et appelle à « corriger comme il se doit ces énergumènes ».

Il est clair que pareilles actions ne servent que la bourgeoisie et son allié objectif : la direction du P.C.F. En effet, aident-elles à une prise de

conscience plus grande de la politique foncièrement anti-populaire des monopoles, au sein de la classe ouvrière ? Servent-elles à mobiliser autour de la classe ouvrière, les autres couches du peuple opprimés par les monopoles ? Non.

Le but des marxistes-léninistes et de tous les progressistes est à l'heure actuelle de susciter l'initiative des masses par un long et patient travail d'informations, d'explication et d'organisation, sans sectarisme, avec prudence et audace et non de se substituer à elles et de prendre ses désirs fantaisistes pour ceux du peuple. Pour cela, il est impérieux de concentrer ses forces sur des objectifs précis et clairs, et nuisible de mener des actions dispersées, sans plan et dont l'enjeu est le plus souvent illusoire.

Une autre tâche historique est assignée aux marxistes-léninistes : se démarquer résolument d'avec les éléments irréductibles des groupes gauchistes, gagner à soi les éléments sincères mais trompés, en un mot : dénoncer leur ligne aventuriste et opportuniste. Une telle démarcation n'a rien à voir, n'en déplaît à certains dogmatiques avec celle faite par le P.C.F. La direction du P.C.F. cherche à briser les luttes, à tromper et à isoler les couches de la population opprimées par les monopoles, au nom du programme commun et de l'unité de la gauche.

Les marxistes léninistes cherchent au contraire à unir tout ce qui peut être uni, sur des bases de lutte de classe anti-monopolistes et anti-impérialistes conséquentes, en vue d'actions toujours vastes et mieux coordonnées, en vue de la révolution sociale.

Non à la répression ! Non à la fascisation !

Vive l'unité à la base et dans l'action !

JOURNAUX MARXISTES-LÉNINISTES D'EUROPE

VANGUARDIA OBRERA

ORGANO DEL COMITÉ CENTRAL DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA (M-L)

ANO V - N 46

MADRID, NOVIEMBRE DE 1969

5 Pesetas

PROLETARI DI TUTTI I PAESI, UNITEVI!

nuova unità

ORGANO CENTRALE DEL PARTITO COMUNISTA D'ITALIA (m.-l.)

ANNO VI - SETTIMANALE - N. 34 35 - L. 50

Sped. in abb. post. Gr. 1 bis/70

MARTEDI 16 SETTEMBRE 1969

« Nuova Unità », Piazza Vittorio Emanuele 55/4, Roma. ITALIE.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMÉS, UNISSEZ-VOUS !



Fondateur : Honoré WILLEMS, fusillé par les nazis, le 29 février 1944.

Seul, un pouvoir prolétarien, s'appuyant sur la lutte directe des prolétaires contre les bourgeois affameurs, peut arrêter l'infamie hausse du coût de la vie. C'est cela que l'ensemble des travailleurs devront, s'ils veulent vivre, finir par comprendre... La lutte contre la vie chère pose tout le problème de la lutte du prolétariat et de la bourgeoisie pour le pouvoir.

Joseph JACQUEMOTTE
1924

REDACTION
ADMINISTRATION
32, chaussée d'Algerberg, 32
BRUXELLES 6
Tél. (02) 37.75.06

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE
(MARXISTE-LÉNINISTE) DE BELGIQUE

HEBDOMADAIRE
NOUVELLE SERIE - Numéro 90
8 pages - 5 francs
Semaine du 5 au 11 décembre
1969
Tarif d'abonnement en page 7

ARBEJDERE OG UNDERTRYKTE FOLK I ALLE LANDE, FOREN JER!

KOMMUNIST



19. AUGUST 1969

2. ÅRGANG NR. 1

« Kommunist », Buen 11,1, 2 000 København, Giro 14-08-07, DANNEMARK.

PROLETARIER ALLER LÄNDER UND UNTERDRÜCKTE VÖLKER DER GANZEN WELT, VEREINIGT EUCH!

Rote Fahne

ZENTRALORGAN DER MARXISTISCH-LÉNINISTISCHEN PARTEI ÖSTERREICHS (MLPÖ)

NUMMER 104

DEZEMBER 1968

EINZELPREIS S 3,-

« Rote Fahne », 1 150 Wien, Goldschlogstrasse 64/65. AUTRICHE.

ROTER



Zentralorgan der
Kommunistischen Partei
Deutschlands / Marxisten-
Leninisten KPD/ML

MORGEN

Proletarier aller Länder und unterdrückte Völker, vereinigt Euch!

3. Jahrgang

November/1. Dezember-Ausgabe 1969

Preis 50 Pfg.

« Roter Morgen », 2 000 Hamburg, 71, Post fach 464.
REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE.

DE KOMMUNIST



ORGAN VAN DE MARXISTISCH-LÉNINISTISCHE PARTIJ VAN NEDERLAND

JAARGANG 3/HR.3/NOVEMBER 1969/POSTBUS 310 ALKMAAR/E 6,- P.J./E 1,50 P.XV./LOSSE NUMMERS E 0,60

« De Kommunist », Postburg 310, Alkmaar. PAYS-BAS.

Les révisionnistes remettent en cause l'émancipation des femmes

L'antagonisme des sexes peut être considéré comme la première manifestation de la lutte des classes dans l'histoire de l'humanité.

F. ENGELS

(les origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat).

Il y a fort longtemps, Fourier, socialiste utopique du début du 19^e siècle avait indiqué que le degré d'évolution d'une société se mesurait au degré de libération de la femme.

Après lui, Marx, Engel, Bebel, Lénine et tous leurs continuateurs ont théorisé et approfondi cette vue prophétique de Fourier.



Les femmes chinoises participent activement à la milice populaire.

Et, en sens inverse, l'évolution actuelle de l'U.R.S.S., sous la férule du groupe révisionniste Khrouchtchev-Brejnev, montre que la restauration du Capitalisme dans un pays socialiste remet en cause les conquêtes sociales de la femme.

Depuis quelques temps déjà, une campagne se développe en U.R.S.S. (et dans les autres états à la direction révisionniste) contre les crèches, garderies, jardins d'enfant, etc... et en faveur d'un retour graduel à une politique type « femme au foyer ».

L'agence de presse soviétique « NOVOSTI » (dont le premier directeur fut N. ADJUBEI) gendre de Khrouchtchev a récemment publié à ce sujet un article fort significatif, dans lequel elle énumère complaisamment les arguments de la nouvelle bourgeoisie révisionniste russe :

Les crèches, avec leur personnel pléthorique, les maladies fréquentes dont souffrent les bébés et les risques de contagion ne sont pas rationnelles. Il serait plus rationnel que l'Etat verse des allocations aux mères durant la première année qui suit les couches afin qu'elles puissent garder les enfants à la maison. Sur le plan économique, cette mesure serait sans conséquence du fait de l'accroissement de la productivité.

Dans cette « Gazette littéraire », l'économiste PEREVEDENTSEV, dans la même optique propose d'instituer un « salaire social pour les mères au foyer » (souligné par nous, N.D.L.R.).

En U.R.S.S., en Hongrie, en Pologne, on constate une discrimination à l'égard des femmes dans l'embauche, et une hos-

tilité plus ou moins ouverte à l'égard des services sociaux d'aide aux mères travailleuses. Comme les pires réactionnaires des pays capitalistes, les managers et P.D.G. révisionnistes justifient leur attitude en invoquant l'« absentéisme féminin, la rentabilité moindre du travail des femmes, en raison des congés de maternité, etc... » et même les prétendus dommages causés aux enfants par leur séjour en crèche.

Il faut noter que sur ce point, même les révisionnistes du P.C.F. et de la C.G.T. ont une position moins réactionnaire. En effet, au lieu de préconiser une allocation pour les « mères au foyer », il n'ont pas encore osé renoncer à la juste et ancienne revendication de « l'allocation à toutes les mères ».

Bien sûr, il s'agit là d'une attitude verbale, sans conséquence puisque aucune lutte n'est entreprise pour arracher cette revendication. Au moins sauve-t-elle les apparences...

Mais les révisionnistes soviétiques et leurs suiveurs, eux, raisonnent en gestionnaires capitalistes qu'ils sont devenus : « le personnel pléthorique (sic) des crèches et garderies » ne rapporte pas de plus-value aux cadres privilégiés de la société soviétique, à la recherche du profit maximum.

Les allocations que ces messieurs proposent de verser aux femmes pour les inciter à rester au foyer seront un premier pas. Il servira ensuite de prétexte pour arrêter tout effort d'extension du réseau social d'aide aux mères travailleuses, puis pour en entreprendre la liquidation.

Toujours au nom de la « productivité », de la « rentabilité » ! Les militants et surtout les militantes syndicalistes connaissent cette chanson pour l'avoir entendue maintes fois... dans la bouche des pires patrons de combat.

Oui, le révisionnisme c'est avoir cela. Le retour à la formule de l'empereur Guillaume II pour les femmes : « les enfants, la cuisine... et l'église ». Le fameux regain du mysticisme russe que la bourgeoisie note avec satisfaction s'inscrit en effet dans un contexte social réactionnaire. L'attitude réactionnaire du pouvoir révisionniste à l'égard des femmes est un des aspects, et non des moindres, de ce contexte social réactionnaire.

A cette attitude réactionnaire, reflet de la restauration de l'économie et des rapports sociaux capitalistes en U.R.S.S., les révolutionnaires authentiques opposent fort justement l'attitude des partis fidèles aux conceptions marxistes-léninistes concernant le rôle de la femme dans la société, tels le parti communiste chinois, le parti du travail d'Albanie, le parti des travailleurs du Viet-Nam.

C'est pourquoi nous emprunterons notre conclusion aux camarades Enver Hodja et Ramiz Alia, respectivement premier secrétaire et secrétaire du P.T.A. (extraits d'allocutions prononcées devant le 2^e plénum du Comité Central du P.T.A., le 15 juin 1967).



La femme albanaise participe à toutes les tâches de production.

« Notre parti ne s'est pas contenté seulement de promulguer des lois sur l'égalité de la femme et de voir ces lois rester lettre morte, mais il a appliqué ces lois, il les a appliquées et il est en train de les introduire encore mieux dans la vie... »

Enver Hodja

« Pour assurer le développement ultérieur du processus en cours chez nous pour l'affranchissement de la femme... il existe actuellement... :

Primo : la lutte pour l'extirpation des conceptions et des coutumes portant à considérer le travail à la maison et les soins à consacrer aux enfants comme un travail strictement féminin...

Secondo : alléger la femme du fardeau des travaux domestiques en étendant le réseau des services sociaux et en exploitant de la meilleure façon ceux qui existent actuellement... Le Bureau politique recommande au Conseil des Ministres de prendre immédiatement des mesures pour augmenter la capacité des garderies et des crèches au-delà des prévisions du quinquiennat ».

Ramiz Alia

Camarades ouvrières, paysannes, intellectuelles, ménagères, la comparaison de ces deux attitudes opposées montre que des néo-bourgeois révisionnistes ou des communistes authentiques, sont les véritables artisans de l'émancipation de la femme.

Rejetez toute illusion sur les renégats révisionnistes du P.C.U.S et du P.C.F. et rejoignez les rangs de l'avant-garde marxiste-léniniste.



Une agricultrice : souvent sans salaire et en plus esclave domestique.



Glorieuses traditions des femmes de France : grévistes en 1936.

« La femme demeure l'esclave domestique en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque les petites besognes domestiques l'accablent, l'étouffent, l'abrutissent, l'humilient, l'enchaînent à la cuisine et à la chambre d'enfants, en gaspillant ses efforts dans un labeur improductif, mesquin, énervant, abrutissant et écrasant. »

LENINE.

LES SONDAGES D'OPINION PUBLIQUE « SUR LES GREVES » A L'E.D.F. - G.D.F. SONT TRUQUÉS

COMMENT FABRIQUE-T-ON DES RESULTATS « STATISTIQUES » FAUX ?

1^{er} TRUQUAGE : la mise en condition préalable de la population. Le gouvernement utilise massivement, radio et presse pour déformer systématiquement la vérité sur le déroulement des grèves à l'E.D.F. En réalité, les grévistes assurent toujours une production réduite, qui suffit pour servir les usagers prioritaires (hôpitaux, cliniques, etc.). Mais c'est la direction de l'E.D.F., maîtresse du « dispatching central » qui répartit le courant disponible en donnant la priorité à de grosses industries privilégiées ; c'est elle qui décide de couper le courant aux particuliers et au métro, pour permettre aux industriels de maintenir leur production et leurs profits (qui sont sacrés), et en même temps pour dresser les usagers, mal informés, contre les grévistes.

2^e TRUQUAGE : Des questions grossièrement orientées. La rédaction du questionnaire de l'I.F.O.P. fait elle-même partie de l'orchestration de propagande, au même titre que la publicité démesurée donnée aux manifestations prétendument « spontanées » de petits groupes C.D.R. contre la grève.

Dès le début de l'enquête, les personnes interrogées entendent la lecture de quatre phrases reprises textuellement du discours prononcé par Chaban-Delmas le 27 novembre, et sont sommées de se déclarer « d'accord » ou « pas d'accord » :

« Ce n'est pas normal que les grévistes empêchent leurs collègues de travailler ».

« Ce n'est pas normal que les grévistes coupent le courant, arrêtent les usines et gênent l'existence de la population ».

« Les dirigeants de la C.G.T. qui sont membres du Parti Communiste n'ont pas pour objectif la défense des intérêts des travailleurs ».

« Le redressement commence à s'opérer » (France-Soir du 6-12-69).

Pourquoi ne pas demander aux gens de répondre à des questions comme :

« Ce n'est pas normal que la police enfonce les portes des centres E.D.F. à coups de bulldozer et entraîne ainsi la coupure du courant aux hôpitaux ».

3^e TRUQUAGE : Des questions incompréhensibles. Très souvent, des interviewés déclarent qu'ils ne comprennent pas la question ou qu'il leur est bien difficile de répondre.

Or les instituts de sondage recommandent à leur enquêteurs de ne pas donner d'explications complémentaires sous prétexte de ne pas influencer les personnes interrogées. De plus, l'enquêteur dispose d'un temps très limité, car il est très peu payé pour chaque questionnaire, et on refuse de lui payer le questionnaire incomplet. Si l'interviewé comprend mal la question, l'enquêteur est obligé de noter sa réponse sans discuter ; la personne qui refuse de répondre est notée parmi celles qui « ne se prononcent pas ».

4^e TRUQUAGE : Le non respect de l'anonymat. Contrairement aux engagements pris en juin 1968 pour les enquêtes de caractère politique, les noms et les adresses des personnes interrogées sont portés sur les questionnaires, ce qui peut entraîner les gens à répondre sans franchise, de crainte de subir des conséquences préjudiciables.

Il ne faut oublier que très souvent, en présence d'enquêteurs d'un institut de sondage, les interviewés croient avoir affaire à des fonctionnaires du gouvernement et le disent souvent. Par conséquent, ils évitent d'être sincères.

Les enquêteurs qui sont eux-mêmes des travailleurs exploités, dont la grande majorité n'a ni statut ni aucune sécurité d'emploi, refuseront d'être des complices de ces truquages.

Ils ne veulent pas que leur travail soit utilisé directement pour isoler les travailleurs de l'E.D.F. et justifier la préparation de mesures de répression qui seraient destinées à s'étendre de proche en proche à tous les travailleurs.

L'Assemblée des enquêteurs parisiens.

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(15 et fin)

La série d'articles qui s'achève aujourd'hui avait pour but de présenter l'orientation générale de notre révolution telle qu'elle découle de l'analyse de notre société et des classes qui la composent. Le caractère de notre révolution sera prolétarien, seul le prolétariat par la place qu'il a dans les rapports de production, est une classe révolutionnaire conséquente dans notre pays. Seul il peut porter les coups principaux à l'ennemi, seul il peut prendre en mains le pouvoir qui sortira de la révolution et guider le reste des exploités dans leur émancipation. D'où les objectifs principaux de notre organisation d'avant-garde : gagner la classe ouvrière, l'arracher au révisionnisme, reconstruire une nouvelle unité du prolétariat fondée sur le marxisme-léninisme.

Mais notre révolution sera également un vaste mouvement de tous les exploités contre leur ennemi, le capital : petit commerçant, artisans et paysans pauvres, intellectuels de rang inférieur, etc..., catégories qui composent les fractions pauvres de la petite bourgeoisie, constituent les réserves de la bourgeoisie contre le prolétariat ; couper la bourgeoisie de ses réserves, faire basculer ces dernières du côté du prolétariat est une condition nécessaire pour que la classe ouvrière, une fois unie derrière son parti d'avant-garde, puisse porter les coups décisifs à la bourgeoisie.

C'est de ces considérations que découle le deuxième objectif stratégique de notre avant-garde : **constituer par un travail de longue haleine le Front-Uni de tous les exploités contre l'oppression du capital monopoliste.** C'est dans cette perspective qu'il était nécessaire de rappeler notre analyse des classes et de préciser les perspectives que nous offrons aussi bien à la fraction exploitée de la petite bourgeoisie qu'au prolétariat dans le cadre de la dictature du prolétariat : la démocratie populaire.

Ce Front-Uni mettra en avant ce qui unit tous les exploités contre leur ennemi commun. Ce sera cela la base solide du front uni. Bien entendu les points communs de revendication prennent des formes différentes suivant les situations concrètes ; mais tous ces points ont un même axe commun : la suppression de l'exploitation.

LA SITUATION ACTUELLE : LA FASCISATION

Mais avant de conclure il reste un point à examiner : dans quelle situation concrète vont se réaliser nos deux objectifs stratégiques ? Cette situation particulière à notre pays (comme à d'autres pays impérialistes d'ailleurs tel l'Italie) nous l'avons appelée « fascisation ». Nous avons examiné dans un numéro d'H.R. (n° spécial 1^{er} mai 1969), un certain nombre de problèmes généraux concernant cette fascisation.

En résumé, sous les coups des luttes menées dans la zone des tempêtes, tous les pays impérialistes glissent lentement vers une crise dont les effets seront aussi (sinon plus) dévastateurs que ceux de la crise de 1929. La crise monétaire en effet est le signe avant-coureur d'une crise générale de surproduction qui munit. En France cette crise sera aggravée par la faiblesse particulière de l'impérialisme français, qui nous a fait dire (1) que notre impérialisme était en bonne position dans la course à l'effondrement total.

Parallèlement à cette crise, le mouvement révolutionnaire des masses a connu un bond en avant sans précédent en mai 1968 ; partout la classe ouvrière commence à s'organiser en dehors de l'influence révisionniste. Mais il ne s'agit que d'un début et dans l'ensemble, du point de vue de l'organisation et de la clarté de ses perspectives, le mouvement révolutionnaire est encore faible ; l'avant-garde marxiste léniniste a encore des liens insuffisants avec les masses et ne dirige pas encore de puissants mouvements de masse.

Toutes ces conditions font que la bourgeoisie a de plus en plus de mal pour tromper les masses et leur imposer sa dictature par des moyens démocratiques ; par ailleurs la bourgeoisie sent bien que chaque année qui passe amène inexorablement un renforcement des forces révolutionnaires. Pour ces deux raisons la bourgeoisie peut être tentée d'avoir recours au fascisme pour gouverner et prendre de vitesse le mouvement révolutionnaire.

Depuis le putsch militaire de 1958, et encore plus depuis mai 1968, la bourgeoisie hésite et se divise sur les deux voies, la démocratie bourgeoise ou le fascisme : cette contradiction au sein de la bourgeoisie s'est matérialisée par des prises de positions et la constitution de groupes. Le résultat est un compromis qui en fait représente un pas, des pas vers le fascisme : la fascisation.

La fascisation c'est bien sûr, d'abord l'accentuation de la répression. C'est ce qui est le plus évident. Mais, plus profond, c'est la mise en place de formes politiques et étatiques nouvelles qui pourront permettre le moment venu la liquidation complète des formes démocratiques et le passage à une dictature ouverte et terroriste : projet de régionalisation capitaliste créant des « gouvernements » régionaux tout puissants permettant une intervention répressive rapide ; mise en place des formes de collaboration avec les syndicats dans le but avoué de supprimer le droit de grève ; transformation de la législation judiciaire ; prise en main directe par le corps ultra réactionnaire de l'E.N.A. de tous les postes de direction dans les services publics et l'administration, etc...

Cette fascisation vient de l'intérieur du pouvoir, de l'Etat. Elle n'a pris (jusqu'à présent du moins) que d'une façon secondaire la forme d'un fascisme qui cherche à mobiliser les masses petites bourgeoises par « attaques » de l'extérieur (en apparence, mais aussi de l'intérieur. Les groupuscules fascistes sont toujours liés à l'appareil d'Etat) de la démocratie bourgeoise.

Ce renforcement de l'appareil d'Etat est une tendance fondamentale du capital monopoliste accentuée par la période de crise où il s'enfonce :

« Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté. La superstructure politique qui coiffe la nouvelle éco-

nomie, le capitalisme monopoliste, c'est le tournant à partir de la démocratie vers la réaction ».

(Lénine, Une caricature du marxisme).

Il s'agit là d'une tendance du capitalisme monopoliste ; mais jusqu'où ira-t-on dans ce sens ? Va-t-on inexorablement jusqu'au fascisme ? Est-ce une loi économique, du même genre que la transformation inéluctable du capitalisme en impérialisme ? **NON ! EN AUCUN CAS LA VICTOIRE DU FASCISME N'EST INELUCTABLE.** C'est le rapport des forces politiques seul qui détermine le point où s'arrête cette tendance du capitalisme monopoliste à la réaction.

LE FRONT UNI ET LA LUTTE CONTRE LE FASCISME

Pour faire échec au fascisme, il faut commencer par lutter contre toutes les mesures de fascisation qui le préparent :

« **Quiconque ne lutte pas au cours de ces étapes préparatoires contre les mesures réactionnaires de la bourgeoisie et le fascisme grandissant, n'est pas en état d'entrevoir la victoire du fascisme, mais au contraire la faciliter.** »

(Dimitrov, 7^e Congrès de l'International Communiste).

Comme la démocratie bourgeoise, le fascisme est une forme de la dictature du capital.

En aucun cas la lutte contre le danger fasciste ne doit être comprise comme une défense de la démocratie bourgeoise ; ses de porter des coups à la bourgeoisie, que l'on doit mettre en veilleuse la lutte des masses contre le capital et par leurs objectifs (car sinon on affaiblirait la démocratie bourgeoise, et donc on ferait du fascisme !). Le capital monopoliste profite alors de cette accalmie pour attaquer plus fort les masses ainsi démobilisées et instaurer le fascisme.

Car c'est dans la lutte classe contre classe que les masses s'éduquent, politisent peu à peu leurs revendications et par conséquent en arrivent à un degré de mobilisation, de conscience et de décision qui permette d'écraser les complots fascistes.

Nous devons simplement faire attention à ceci : entre autre, la fascisation consiste à rogner, liquider peu à peu toutes les libertés démocratiques. Nous devons donc bien faire attention à ne pas négliger les luttes pour protéger, étendre la démocratie (et non la démocratie bourgeoise) :

« **Partisans de la démocratie soviétique, nous défendrons chaque pouce des conquêtes démocratiques qui ont été arrachés par la classe ouvrière au cours de longues années de lutte opiniâtre, et nous lutterons résolument pour leur extension.** »

(Dimitrov, le 7^e Congrès de l'I.C.).

Lénine nous enseigne que « ce serait une erreur radicale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste, ou de la masquer, de la voiler, etc... ». Car poursuit Lénine :

« ... Les marxistes eux savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe mais rend seulement la lutte des plus claire plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut : plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son « esclavage domestique est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme et non l'absence de droits. »

(Lénine, Une caricature du marxisme).

Par conséquent nous ne devons pas négliger la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques, menacées par la fascisation, sous prétexte que nous luttons pour la démocratie populaire qui permettra la dictature du prolétariat. Ce serait comme si nous négligions les luttes économiques pour la satisfaction des revendications immédiates des masses sous prétexte que le socialisme les leur satisfera toutes.

En même temps nous devons lutter contre tout sectarisme en nos rangs ; la fascisation entrainera l'effervescence accrue de petits bourgeois ou de bourgeois « libéraux » attachés à l'humanisme (bourgeois), et aux libertés démocratiques (bourgeoises). Nous devons savoir, sur des points particuliers, nous allier à des gens comme eux.

La lutte pour la défense des libertés démocratiques est un aspect des tâches du front uni dans l'axe principal est offensif : abattre le pouvoir des monopoles source de l'exploitation, de l'oppression et de la fascisation actuelle aussi bien que d'une éventuelle victoire du fascisme. Comme le précise la « lettre en 25 points » :

« ... Dans les pays impérialistes et capitalistes, il est nécessaire de faire triompher la révolution prolétarienne et d'établir la dictature du prolétariat pour résoudre à fond les contradictions de la société capitaliste. En luttant pour la réalisation de cette tâche le parti du prolétariat doit, dans les circonstances actuelles, diriger activement la classe ouvrière et le peuple travailleur dans leur lutte contre le capital monopoliste, pour la défense des droits démocratiques, contre le danger fasciste, pour l'amélioration des conditions de vie, contre l'expansion des armements et les préparatifs de guerre de l'impérialisme, pour la défense de la paix mondiale, et il doit soutenir énergiquement la lutte révolutionnaire des nations opprimées ».

Dans certaines situations concrètes la lutte contre le danger fasciste a pu prendre un caractère défensif. Ainsi Dimitrov a pu dire :

« **Aujourd'hui, dans une série de pays capitalistes, les masses travailleuses ont à choisir concrètement, pour l'instant présent, non entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme.** »

Quelle était alors la situation ? après la révolution d'octobre la bourgeoisie réussit à stabiliser sa domination et à contre-attaquer. Le régime soviétique était isolé, encerclé et affaibli par la guerre civile, menacé par le fascisme.

Les conditions dans lesquelles Dimitrov et l'internationale

formulèrent la ligne anti-fasciste sont très différentes des nôtres. Nous sommes à l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier.

FORMES D'ORGANISATION ET FORMES DE LUTTE EN PERIODE DE FASCISATION

La situation actuelle (démocratie en voie de fascisation) impose des formes d'organisation et de lutte particulière.

Tout d'abord le régime actuel de « liberté surveillée » nous laisse des possibilités de propagande légale : journaux, meetings, etc... Nous devons les utiliser au maximum.

A ce sujet la « lettre en 25 points » précise :

« **En vue de diriger les prolétaires et les autres travailleurs dans la révolution, le parti marxiste-léniniste doit savoir maîtriser tous les modes de combat et savoir substituer un mode de combat à un autre dès que changent les conditions de la lutte. L'avant-garde du prolétariat ne deviendra invincible en toutes circonstances que si elle maîtrise tous les modes de combat, pacifique et armé, ouvert et clandestin, légal et illégal.** »

La résolution sur les tâches de l'internationalisme communiste à son deuxième congrès précisait également :

« **L'absolue nécessité d'unir l'action légale et illégale n'est pas déterminée en principe par l'ensemble des conditions de l'époque que nous traversons, période de veille de dictature prolétarienne, mais par le besoin de montrer à la bourgeoisie qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir des domaines et des champs d'action, que n'aient pas conquis les communistes, et aussi parce qu'il existe encore partout de profondes couches du prolétariat, et dans des proportions plus vaste encore une masse laborieuse et exploitée, non prolétarienne qui font toujours confiance à la légalité bourgeoise démocratique, et qu'il est très important pour nous de dissuader.** »

Les marxistes-léninistes doivent suivre ces enseignements. et renforcer leur organisation propre ; ils doivent renforcer leurs liens avec le peuple par un travail systématique dans les organisations de masse ou par la création de nouvelles organisations de masse. Solidement liée aux masses et protégées par elles l'organisation marxiste léniniste pourra continuer son travail quelle que soit l'ampleur de la répression.

D'ore et déjà la fascisation interdit une forme traditionnelle d'activité légale : les manifestations de rue.

Les révolutionnaires doivent en tirer toutes les conséquences (1).

Nous avons rapidement analysé le caractère général que prendra la lutte armée dans notre pays : longue lutte légale non armée qui accumule des forces et débouche sur une insurrection armée de décision rapide dans les villes. Mao présente ce schéma pour les pays capitalistes sauf dit-il en période de fascisme ou de guerre (2). La période de fascisation dans laquelle nous sommes, peut amener à combiner le schéma général de Mao (longue lutte légale non armée) avec des formes de lutte armée.

Pourquoi le fascisme, ou un degré très élevé dans la fascisation, rend-il nécessaire le passage immédiat à la lutte armée ?

Analysant les formes de luttes menées en Albanie contre l'occupant italien Mehmet Chehou écrit :

« **De premier abord les formes les plus appropriées de lutte contre l'occupant, c'étaient les grèves et les démonstrations, les protestations collectives. Mais vers la fin de 1941, cette forme de lutte ne répondait plus aux circonstances concrètes : les fascistes italiens croisaient les démonstrations par les armes. Le feu ouvert par les fascistes sur les masses de manifestants était un signe indiquant que les démonstrations ne pouvaient plus être considérées comme la principale forme de choc avec l'ennemi, que notre mouvement avait dépassé les limites de cette forme de choc à la lutte armée du peuple contre l'ennemi. Aussi le parti, qui organisait et dirigeait cette lutte, donna-t-il des directives nettes sur les nouvelles formes de luttes. Quelle devait être la nouvelle forme de lutte ? Etait-ce l'insurrection générale du peuple d'un seul coup ? Une telle chose était impossible sans une préparation politique, sans une meilleure organisation militaire. C'est pourquoi le parti donna la directive de former les unités de guérilla appelées à attenter à la vie des espions et des traites, à entreprendre des petites actions contre les dépôts ennemis, contre les lignes téléphoniques, etc... Les attentats commencèrent dans chaque ville de l'Albanie. Ils étaient faits par de petites unités de partisans organisées par le Parti.** »

(A propos de l'expérience de la guerre de libération nationale et du développement de notre armée nationale.

Ce texte s'applique à des conditions de fascisme (et d'occupation étrangère). Avant qu'on en vienne là, dans notre pays, on connaîtra de multiples formes de transition.

Sans aucun doute la bourgeoisie déchainera de plus en plus violemment sa répression contre les révolutionnaires, qui devront organiser leur défense.

Enfin le recours systématique aux fusils par la bourgeoisie contre le peuple sera un critère décisif de passage à la forme supérieure de la lutte, la lutte armée.

Tout dépendra du rythme d'évolution que connaîtra l'actuel processus de fascisation.

Fondre la vérité universelle du marxisme léninisme dans la pratique concrète de la révolution : cette série d'articles n'est qu'un tout premier pas, encore très général, dans cette voie. Sans orientation générale le travail ne peut se développer. Mais le travail accumulé présente déjà un riche bilan dans tous les domaines. L'Humanité Rouge s'efforcera cette année de prolonger, de concrétiser les analyses politiques qu'elle présente par le bilan de leur application dans la pratique.

(1) Cf supplément à l' « Humanité Rouge » n° 20.
(2) Cf H.R. n° 35.

Marseille : Vibrante réunion de solidarité avec l'Albanie socialiste

Vendredi soir 12 décembre, près de deux cents militants progressistes et révolutionnaires se pressaient, salon Saint-Louis, à l'appel des comités de défense de l'Humanité Rouge, afin de célébrer le 25^e anniversaire de la libération de l'Albanie.

A la tribune, on remarquait un vieux camarade, militant communiste depuis le congrès de Tour, ainsi que plusieurs militants ouvriers qui ont eu l'occasion de visiter récemment l'Albanie.

Le camarade qui présidait la séance fit applaudir l'attitude de principe du Parti du Travail d'Albanie. Attitude qui le détermina à rejeter le diktat des révisionnistes titistes et krouchtcheviens, puis à apporter son soutien résolu aux forces révolutionnaires du monde entier.

La lecture des messages adressés au nom du P.T.A. par son premier secrétaire, le camarade Enver Hoxha à l'occasion de la sortie du n° 1 de « l'Humanité Nouvelle » en février 1965, ainsi qu'au congrès constitutif du Parti Communiste marxiste-léniniste de France, réuni les 30 et 31 décembre 1967, à Puyricard, provoqua l'enthousiasme de l'assistance.

Ainsi que le fit remarquer le premier orateur, la dissolution du P.C.M.L.F. et l'interdiction de « l'Humanité Nouvelle » par le pouvoir gaulliste en juin 1968, n'empêcheront pas les idées révolutionnaires de progresser dans les masses. On n'interdit pas les idées justes par décret.

Les autres camarades brossèrent un tableau complet de l'Albanie, hier et aujourd'hui, soulignant les immenses progrès accomplis en vingt cinq ans, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie.

Une camarade parla de la condition de vie de la femme albanaise et provoqua un intérêt passionné parmi l'auditoire, où l'élément féminin était très nombreux et très attentif.

Le dernier camarade à intervenir mit en relief le rôle de phare du marxisme-léninisme en Europe, dévolu à l'Albanie socialiste du fait de la trahison révisionniste et tourna en dérision les calomnies et les fables anti-albanaises des réactionnaires de tout acabit. Il mit l'accent sur la solidarité indestructible de la Chine Populaire, qui aida l'Albanie à surmonter les effets du blocus et des provocations krouchtcheviennes.

Aujourd'hui, indiqua-t-il, la Chine Populaire et l'Albanie constituent les bastions du socialisme, les points d'appui des peuples qui, dans les cinq continents, résistent à l'impérialisme et au social impérialisme, ou luttent victorieusement contre eux.

En conclusion, le président de séance, après avoir fait adopter une résolution de solidarité à l'Albanie socialiste, rappela que le pouvoir des monopoles n'a pas renoncé à réduire au silence la presse marxiste-léniniste. Actuellement, il cherche à « frapper à la caisse », à la faveur d'un procès en diffamation intenté à l'« Humanité Rouge ».

En versant généreusement à la collecte organisée à la sortie du meeting, en prenant d'assaut la table où étaient en vente les classiques du marxisme-léninisme, les militants, jeunes et moins jeunes venus apporter leur soutien à l'Albanie socialiste, ont montré qu'ils ne laisseraient pas réduire au silence la presse révolutionnaire, quelques soient les attaques du pouvoir des monopoles.

La réunion s'acheva aux accents de l'Internationale, chantée le poing levé par toute l'assistance.

Turquie : Montée des luttes populaires

Pour la première dans l'histoire de la République turque, un mouvement collectif a affecté dans tout le pays, une corporation importante : celle des enseignants, au nombre de 100 000.

Pour apprécier l'importance de ce mouvement, il faut savoir qu'en Turquie, les fonctionnaires n'ont pas le droit de grève, et que toute infraction est passible de sanctions pénales graves. La grève est pourtant très largement suivie. Outre leur tradition progressiste qui fait d'eux la cible préférée des forces réactionnaires turques, les enseignants sont réduits dans ce pays, à des conditions de vie scandaleuses. Ainsi que le rapporte « Le Monde » le 17 décembre, l'enseignant turc est **condamné à vivre dans des conditions misérables du fait du niveau particulièrement bas des salaires. Souvent un véritable « problème de la faim » se pose aux instituteurs, qui ne peuvent survivre que grâce aux denrées offertes par les parents d'élèves.**

Le mouvement qui doit se poursuivre du 15 au 19 décembre, risque d'être un détonateur. En effet, les sanctions qui commencent à s'abattre sur les enseignants (plusieurs centaines de suspensions, des procès, etc.), les 800 000 fonctionnaires menacent eux aussi d'enfreindre la loi antigrève.

Les grévistes bénéficient du soutien de larges secteurs du peuple turc, à commencer par les étudiants. Ces derniers sont depuis plusieurs années aux premiers rangs du mouvement progressiste. En un an, huit des leurs ont été assassinés par des nervis réactionnaires bénéficiant de la complicité du gouvernement.

Le 16 décembre, lors des obsèques de celui qui avait été tué deux jours plus tôt, les étudiants indignés ont brisé les vitres d'un car militaire U.S. et conspué l'occupant yankee.

A Ankara, Istanbul, Izmir, les étudiants de l'enseignement supérieur ont décidé de boycotter les cours pour protester contre la complicité de l'impérialisme yankee et des forces réactionnaires turcs (la 6^e flotte U.S. doit visiter Izmir le 22 décembre. Elle risque d'avoir un accueil mouvementé !).

Enfin, 79 officiers de la marine militaire turque ont remis récemment à la presse une déclaration condamnant l'impunité dont jouissent les forces réactionnaires en Turquie.

Le sol turc se dérobe à son tour sous les pieds des impérialistes yankees. Les réactionnaires ont raison de trembler.

L'ALBANIE SOCIALISTE A 25 ANS !

QUELQUES PRINCIPES DE LA TACTIQUE DE LUTTE PARTISANE

Nous avons vu dans les précédents numéros, comment la création des guérillas des bataillons et des groupes de partisans avait été rapidement mise sur pied, grâce aux justes directives du Parti Communiste albanais sous la direction de son grand dirigeant Enver Hoxha et comment cette armée clandestine commençait à asséner des coups vigoureux à l'occupant fasciste. Mais d'autres problèmes restaient à régler pour faire de cet embryon d'armée une véritable armée populaire capable de chasser hors d'Albanie les hordes fascistes, et capable d'aider à la construction du socialisme après la libération.

Parmi les problèmes principaux qui restaient à résoudre étaient celui des cadres, celui du ravitaillement et de l'armement des partisans, celui de l'instruction militaire.

Comment fut résolu le problème des cadres ? C'était sans nul doute pour une jeune armée qui allait avoir à mener des combats de grande envergure contre l'occupant fasciste, l'un des problèmes les plus difficiles à résoudre. Les dirigeants militaires et politiques de l'armée nationale de libération n'avaient pas la possibilité de préparer la jeune armée dans les écoles et les académies militaires, mais au sein des unités et des détachements partisans, en sortant des rangs des ouvriers, des paysans et des intellectuels patriotiques, des hommes les plus courageux, les plus décidés et les plus fidèles que se formèrent les cadres, ces cadres s'élevèrent et s'éduquèrent dans la rude école de la lutte où ils apprirent à organiser et à diriger avec maîtrise les opérations militaires contre l'ennemi et à vaincre les officiers et les généraux italiens et allemands qui eux étaient formés dans les écoles militaires.

Le Comité Central du Parti Communiste Albanais donnait continuellement des instructions pour promouvoir sans crainte à des postes de responsabilité des éléments jeunes, ayant donné des preuves concrètes de courage et de fidélité envers le peuple et d'habileté en tant que dirigeants. Avec le développement du nombre de volontaires partisans, le besoin de cadres se faisait de plus en plus sentir, quelques régions se trouvaient en face d'un tel besoin de cadres qu'ils les demandaient sans cesse au commandement supérieur. L'état major général répondait invariablement, que les bataillons et les guérillas sont la véritable source des commandants et des dirigeants politiques. C'était donc bien une armée issue du peuple qui se constituait ainsi, avec un encadrement également issu du peuple, qui avait fait ses preuves au service du peuple.

Le camarade Enver Hoxha qui était à ce moment là le commissaire de l'état major général su montrer un sens particulier pour le renforcement et l'éducation des cadres militaires et politiques.

Les cadres ainsi sortis du peuple assuraient leur préparation théorique en étudiant les instructions et les directives du comité Central du Parti et de l'état major général, tandis que dans leurs tâches pratiques ils étendaient et perfectionnaient leurs capacités par la direction habile et courageuse des détachements, dans les durs combats menés contre l'ennemi.

Dans l'étude théorique, les partisans et les cadres avaient à apprendre les principes tactiques de la lutte partisane, principes qui devaient ensuite se concrétiser dans la lutte journalière contre l'envahisseur fasciste et ses valets.

Les cadres surent s'appuyer sur la science marxiste-léniniste sur la tactique de la lutte partisane en élaborant et développant ces principes fondamentaux concernant l'organisation, le développement et la direction de la lutte. Une importance particulière était consacrée à la conscience révolutionnaire en tant que qualité indispensable pour l'effectif de l'armée de partisans qui devait comprendre le rôle et la tâche de l'Armée Nationale de Libération et des buts de la lutte ; grâce au travail idéologique et politique effectué, les combattants se formèrent à une haute conscience révolutionnaire sur la juste lutte qu'ils menaient sur les tâches historiques qu'ils accomplissaient envers la Patrie, envers les peuples du bloc antifasciste et envers toute l'humanité progressiste dans le Monde.

Un autre principe sur lequel s'est appuyé l'état major général pour l'éducation des combattants de l'armée fut la détermination des cadres et des partisans pour mener la lutte jusqu'au bout, sans aucun compromis et pour remporter la victoire finale. Un autre élément important de la tactique de la lutte partisane était l'élément de surprise qui tendait à attaquer l'ennemi à un moment et en un lieu où il ne s'y attendait pas ; pour cela, les partisans faisaient souvent de longues marches par des chemins tortueux et très difficiles, se déplaçant la nuit par petits groupes, par tous les temps, pluie, neige, etc... C'est ainsi qu'ils obtenaient des résultats positifs.

Les commandants partisans issus des masses surent aussi se servir avec maîtrise du principe de l'attaque principale, principe dicté par les conditions même du développement de la lutte de libération nationale, où les ennemis étaient très avantagés par leur supériorité numérique et technique. Dans ces conditions, il était indispensable de concentrer les principales forces partisans dans la direction décisive afin de s'assurer la supériorité sur les forces de l'ennemi et de remporter la victoire.

L'attaque rapide et de courte durée contre les forces ennemies était une question que l'état major général tenait toujours au centre de son attention.

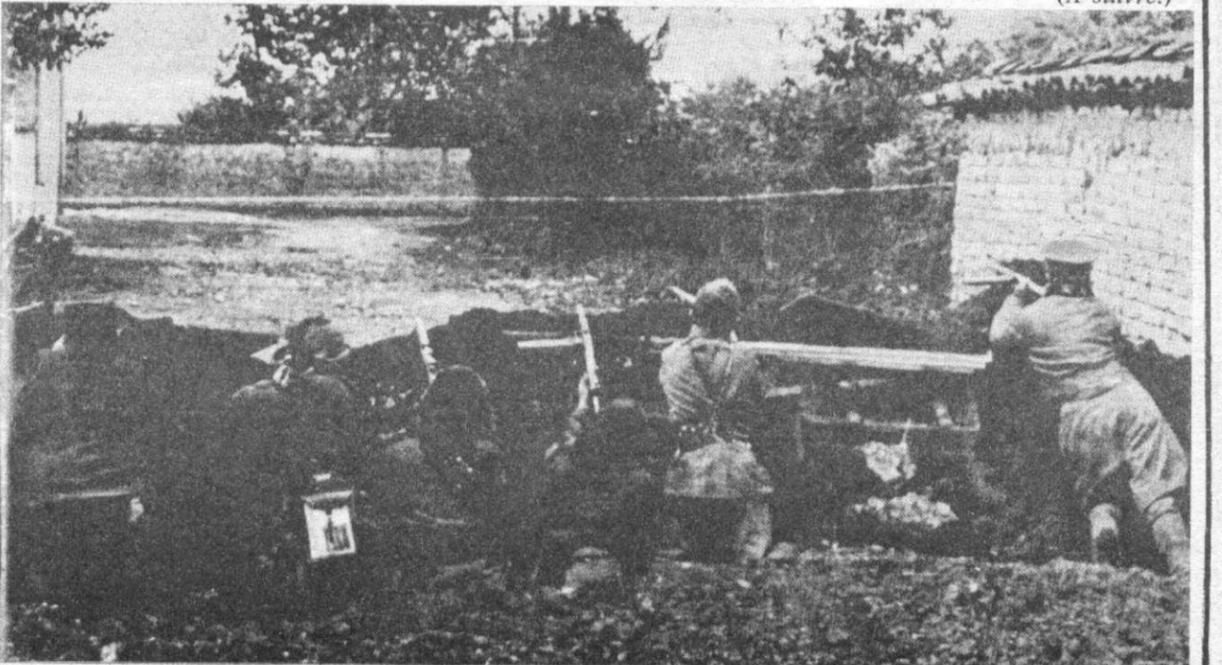
En critiquant l'état major d'un bataillon, il disait, en septembre 43 « votre état major n'a pas encore compris la tactique de la lutte partisane, les partisans ne doivent jamais demeurer sur la défensive. Votre immobilisation sur vos positions constitue une lutte défensive et ce n'est pas de cette façon que l'on peut abattre l'ennemi, mais au contraire, par votre immobilisme, vous l'aidez à se maintenir plus longtemps dans notre pays. Il faut absolument changer de tactique et passer à l'offensive ».

Une attention toute particulière était prêtée à l'initiative en tant que principe très important, pour la formation et l'éducation des forces partisans en vue de les doter de cette qualité.

L'initiative juste dans les actions militaires assurait des succès ininterrompus, élevant le moral des partisans (et partisans) et du peuple démoralisait les forces ennemies et leurs alliés. Le camarade Mehmet Shehu envoyait à ce titre en octobre 44, aux états majors des brigades sous son contrôle « La nature même de la lutte partisane fait naître et développe chez le partisan l'esprit d'initiative, élément indispensable sans lequel la lutte partisane ne peut se développer ».

Tels furent les principes essentiels sur lesquels l'état major général s'appuyait sans cesse, principe assimilés et appliqués avec maîtrise par tous les cadres, par tous les partisans et partisans.

(A suivre.)



Partisans albanais lors de la bataille pour la libération de Tirana en 1944.

BLACK PANTHERS

MORTS DANS LA LUTTE

Chicago : la police yankee assassine froidement pendant leur sommeil Fred Hampton (chef des « Panthères noires » pour l'Illinois) et Mark Clark, autre militant des « Panthères noires ». Les mêmes assassins en uniforme attaquent à la grenade et à la mitrailleuse les sièges des « Panthères Noires » à San Francisco, Los Angeles et Chicago et arrêtent de nombreux militants, sans même prendre un prétexte « légal ».

L'objectif des fascistes yankees est clair : liquider physiquement les militants afro-américains qui ont osé riposter à la violence fasciste par la violence révolutionnaire. Pour Nixon, les mouvements afro-américains non violents ne sont pas dangereux : ils endorment les masses, les détournent de la lutte. Comme l'a dit un dirigeant afro-



Huey NEWTON, ministre de la défense des Black Panthers,

américain : « ces non-violents nous emmèneront vers les chambres à gaz en chantant « We shall overcome » (« nous triompherons »).

Par contre, dès qu'une organisation mobilise les masses et rend coup pour coup à la police fasciste, tels les « Panthères noires » ou le « Progressive Labour Party », la répression s'abat. Par exemple, parmi les dirigeants des « Panthères noires », Huey Newton est en prison pour 15 ans, Bobby Scale pour 4 ans, Eldridge Cleaver en exil, etc.

Mais les masses afro-américaines, alliées au mouvement de plus en plus forts des progressistes et ouvriers révolutionnaires blancs américains, ne se laisseront pas intimider : quotidiennement matraquées, mitraillées, soumises à la ségrégation, au chômage, à la misère, elles n'ont à perdre que leurs chaînes. Les travailleurs afro-américains ne peuvent pas oublier les policiers qui « font des cartons » sur les enfants de Harlem ou de Watts, les politiciens bourgeois qui leur ferment les portes des écoles, les capitalistes qui les licencient de leurs usines : de plus en plus nombreux, ils comprennent que seule la révolution socialiste leur apportera, avec le pouvoir, la dignité d'homme. Et cette révolution socialiste, ils ne pourront l'obtenir que les armes à la main. Comme le leur a enseigné le grand dirigeant (lui aussi assassiné) Malcolm X, il faut choisir entre le bulletin de vote et le fusil, entre l'esclavage et le combat pour la liberté.

Pour essayer de diviser les travailleurs américains entre blancs et noirs, la bourgeoisie proclame bien haut que les révolutionnaires afro-américains sont racistes anti-blancs : c'est faux, témoin les actions communes de plus en plus nombreuses, comme par exemple lors d'une récente grève à Pittsburgh, grève qui a été aidée par les mouvements afro-américains. Ce qui est vrai, c'est que, actuellement, les travailleurs afro-américains sont objectivement à l'avant-garde de la lutte des masses populaires américaines, parce qu'ils sont les plus exploités, parce qu'ils sont écartés de l'aristocratie ouvrière intégrée à la bourgeoisie.

Les révolutionnaires afro-américains assimilent chaque jour davantage cet enseignement du président Mao Tsé-toung : « le problème racial est, en dernière analyse, un problème de classe ». Nul doute que leur lutte résolue ne porte des coups de plus en plus durs à l'impérialisme U.S. dans son propre bastion.



La police fasciste yankee attaque le siège des Black Panthers de Los Angeles

Les révolutionnaires de Guinée dite portugaise vaincront les colonialistes !

La presse française a donné une certaine publicité aux incidents de frontière qui se sont produits récemment entre le Sénégal et les forces colonialistes portugaises.

Le président Senghor, qui ne passe pas pour un foudre de guerre, paraît soudain avoir mangé du lion. Non content d'avoir saisi l'O.N.U., il a fait appel au soutien logistique des troupes françaises stationnées à Dakar, pour assurer le transport de 1200 soldats et officiers dans la province de Casamance, limitrophe de la Guinée portugaise.

Le gouvernement français, — pourtant allié du Portugal au sein de l'Alliance Atlantique, et ami de toujours des oppresseurs des peuples africains, — a accédé immédiatement à la demande du fantoche Senghor.

L'Agence France-Presse indiquait d'ailleurs dès le 9 décembre :

« On confirme de source française autorisée qu'un soutien logistique temporaire, dont la consistance et la durée ont été définies à l'avance, a été apporté au gouvernement du Sénégal, sur sa demande. Aucun soldat français n'a participé à une opération quelconque, et aucune demande dans ce sens n'a été formulée ».

Que signifie donc ce zèle inattendu du pouvoir gaulliste ? Pourquoi Senghor, qui jusque là avait si bien pris son parti des exactions des colonialistes portugais contre les populations frontalières sénégalaises élève-t-il soudain la voix ?

La réponse est simple, le P.A.I.G.C. (parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), qui a engagé la lutte armée anti-colonialiste en 1961 contrôle et administre les 2/3 du territoire de la colonie et plus de la moitié de la population de ce pays petit mais riche (36 000 kilomètres-carré, 800 000 habitants).

Les forces colonialistes portugaises ne contrôlent plus que quelques villes et quelques îles, où ils sont assiégés par l'armée de libération nationale.

Dans les zones libérées, l'administration révolutionnaire a procédé à la réforme agraire, ouvert des écoles, émancipé les femmes, amélioré radicalement l'état sanitaire, résolu le problème de l'alimentation, tous les problèmes auxquels le colonialisme portugais n'a même pas, à ce jour apporté un commencement de solution dans sa propre métropole, et pour cause !



Les Guérilleros de Guinée ont abattu un avion portugais.

Le P.A.I.G.C., sous la direction d'Amilcar Cabral, a rallié autour de lui, grâce à sa juste ligne, la quasi totalité de la population. C'est pourquoi, son armée a complètement chassé des campagnes le corps expéditionnaire portugais, pourtant fort de 35 000 hommes, armés et équipés par les impérialistes américains.

Or, l'élimination du colonialisme portugais et l'installation d'un pouvoir populaire en Guinée Bissau, serait, par sa valeur d'exemple, une menace mortelle pour les régimes néo-colonialistes, — à commencer par celui de Senghor, — qui, à part une « indépendance » formelle, n'ont rien changé aux structures héritées du colonialisme classique, ni à la domination étrangère.

Le problème pour les néo-colonialistes français, britanniques, américains et leurs laquais est le suivant : puisque le colonialisme portugais paraît condamné, comment le remplacer par un régime « acceptable » pour eux, c'est-à-dire par une équipe d'africains prêts à jouer les marionnettes pour leur compte.

Cette équipe existe, depuis quelques années, une poignée de candidats fantoches, émigrés à Dakar, s'est auto-baptisée « Front de libération et de l'indépendance de la Guinée » (F.L.I.N.G.).

L'ennui pour les impérialistes et leur fantoche Senghor, c'est que le F.L.I.N.G., organisation fautoche, n'a pas la moindre implantation dans la population de la Guinée Bissau et des îles du Cap-Vert, ni aucune chance d'en conquérir une.

L'installation des forces militaires sénégalaises à la frontière, loin d'être dirigée contre les colonialistes portugais, constitue une pression et une menace sur les arrières du P.A.I.G.C.

Le but recherché est d'amener celui-ci à accepter un compromis pourri qui « éviterait la main mise révolutionnaire » et frustrerait le peuple de Guinée Bissau de sa victoire.

Mais ce dernier, habitué à compter sur ses propres forces, déjouera les complots des néo-colonialistes et de leurs laquais. Aux manigances du pouvoir gaulliste et de Senghor, il répond en remportant de nouvelles victoires sur les colonialistes portugais.

Ainsi, un communiqué militaire, publié le 2 décembre à Alger par le bureau du parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert indique que les forces armées patriotiques de Guinée-Bissau ont remporté de nouvelles victoires en novembre sur les troupes coloniales portugaises.

Le communiqué annonce que Quirafo et Maxina-Xaquili, deux importants camps retranchés des troupes coloniales portugaises sur le front oriental (secteur de Xitole-Bafata) sont tombés aux mains des forces armées patriotiques, le 17 novembre et la nuit suivante. 24 soldats ennemis ont été tués.

Le communiqué souligne qu'au cours de ces derniers mois, les opérations militaires des forces armées patriotiques se sont intensifiées dans le secteur de Xitole-Bafata et se sont étendues au secteur de Gabu, sur le même front, plaçant la garnison des colonialistes portugais sous le feu des armes lourdes des forces armées patriotiques. Celles-ci ont pénétré dans l'enceinte du camp le 17 novembre, mettant hors d'état de nuire de nombreux soldats ennemis, détruisant plusieurs baraquements, dépôts et autres installations et saisissant quantité d'armes et d'autre matériel. Le même jour, elles ont détruit un poste ennemi à Afia, tuant et blessant de nombreux soldats ennemis.

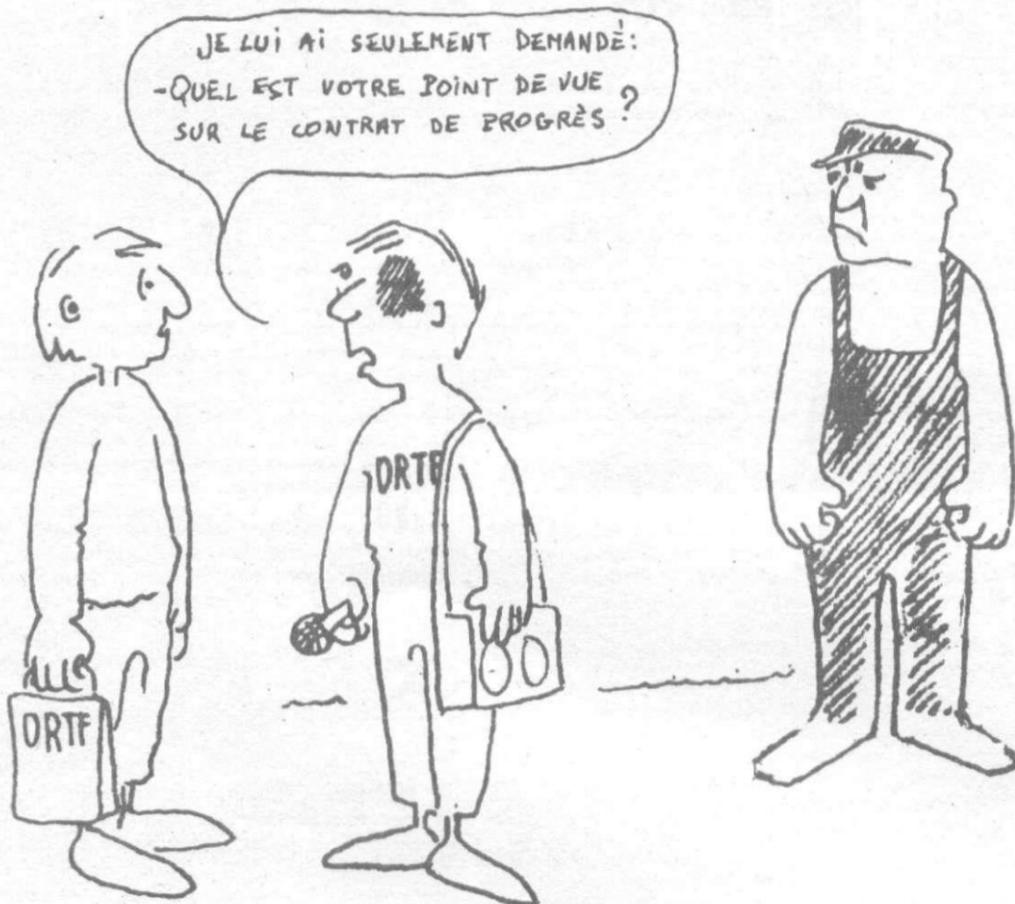


Dans le nord du pays, les forces armées patriotiques ont attaqué en novembre, des postes ennemis à Ngorei, à Quidage, à Cun Tima et à Mocunda, infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Elles ont également attaqué l'ennemi à plusieurs reprises dans le secteur de Camdjambari. De nombreux véhicules ennemis ont sauté et de nombreux soldats ennemis ont été tués ou blessés.

Sur le front du sud, les forces armées patriotiques ont attaqué des postes retranchés de l'ennemi et ont bombardé à l'artillerie les villes de Bolama, de Catio et de Cacine.

D'autres actions militaires d'envergure ont été victorieusement menées contre les postes ennemis de Kebo d'Empada, de Guiledje et de Cumeconde.

Les colonialistes portugais sont déjà pratiquement vaincus, le peuple de la Guinée Bissau saura empêcher leur remplacement par des fantoches du néo-colonialisme et mener à bien sa lutte de libération nationale.



MILITANTS DE BASE DU P.«C.»F. NE REPRENEZ PAS VOTRE CARTE EN 1970!

Les dirigeants révisionnistes du P.«C.»F. peuvent être contents d'eux. Cette année, ils ont réussi à empêcher la jonction de toutes les luttes ouvrières menées aux quatre coins de la France et la conjonction de ces luttes avec celles des petits commerçants et des paysans pauvres.

Ils ont fait main basse sur la direction du SNES-sup qu'ils ont aussitôt transformé en organe de répression contre les étudiants révolutionnaires.

Ils ont réussi à empêcher tout véritable débat sur l'agression du social-impérialisme russe en Tchécoslovaquie sauvegardant du même coup la solidité de leur propre édifice mis à part une lézarde (Garaudy).

Ils ont eu Régine à la Fête de l'Humanité, et leurs investissements immobiliers vont bon train.

On ne les avait jamais autant vu et entendu à l'O.R.T.F. Allons tout va bien.

Evidemment il y a bien parmi les gaullistes quelques exités que la vue d'un drapeau rouge, bien délavé, met hors d'eux.

Mais, pensent nos bons bureaucrates, l'important, ce n'est pas la rose mais la belle et bonne collaboration de classe, grâce à laquelle le standing de leur parti est le meilleur jamais atteint depuis 1947. Le pouvoir gaulliste, en échange des services inestimables rendus en Mai 1968 et depuis, leur a fait pas mal de fleurs, à eux et à leurs confrères dirigeants des organisations de masse (C.G.T., Mutuelles, etc...).

Les organisations bancaires, commerciales, touristiques du P.«C.»F. font d'excellentes affaires. «Tourisme et Travail» organise des voyages chez Franco et des «safaris» pour P.D.G. en Hongrie, en Pologne et ailleurs, et Simca et les Galeries Lafayette versent des millions d'A.F. en publicité à la presse «démocratique...».

Mais, direz-vous, pourquoi dites-vous tout cela? Le P.«C.»F. n'a pas avancé d'un pas vers la fameuse «alternative démocratique». Bien traité, certes, mais toujours aussi loin du pouvoir... plus loin que jamais, même, puisque ces alliés potentiels (Nouveau Parti Socialiste, Convention, représentent une force de plus en plus déclinante). L'immeuble de verre, Régine à la Fête de l'Hum., les bonnes affaires d'Inter-Presse-Publicité, c'est bien joli, mais où est donc, la-dedans la voie pacifique vers la démocratie véritable?

Cela peut durer encore 20 ans comme ça sans que le pouvoir des monopoles s'en porte plus mal!

Eh bien justement, chers camarades, ce que vous comprenez, vos dirigeants l'ont compris depuis longtemps. Mais cette voie qui mène à tout sauf à la prise du pouvoir, ils l'ont choisi en connaissance de cause, parce qu'ils ne sont pas contre le pouvoir des monopoles, mais intégrés à lui. Celui-ci se débarrassera peut-être d'eux un jour, s'il juge possible de se passer d'eux mais ils en seront les premiers surpris.

Alors que faire?

La réponse est simple, le bon Marchais, secrétaire du P.«C.»F. s'est récemment félicité de la prétendue croissance des effectifs du parti, faisant état de 30.000 adhésions en 1969, et de l'existence de 19.200 cellules.

Comme en 1964, Waldeck Rochet faisait déjà état de plus de 19.000 cellules, il faut bien admettre que la progression en question, en admettant comme fondés les chiffres de Marchais, arrive tout juste à compenser le départ des militants écœurés, indignés, découragés par la ligne de collaboration de classe de ce qui fut «le grand parti des travailleurs».

La réponse donc, c'est de ne pas prendre en 1970 la carte de ce parti néo-social-démocratique qu'est le P.«C.»F. Depuis 1964 des dizaines de milliers d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels révolutionnaires ont exprimé ainsi leur protestation, faites comme eux!

En reprenant votre carte alors que vous réprouvez la ligne du groupe Waldeck Rochet-Leroy-Marchais-Seguy, etc... vous le renforcez objectivement.

Depuis Mai 1968, les derniers doutes se sont envolés. Waldeck Rochet et sa clique sont dans un camp et vous dans l'autre. Entre eux et vous, il n'y a qu'un point commun! la carte du parti.

C'est votre carte qui fait leur force, laissez-les tomber. Ils ne s'en relèveront pas. Rompre des amitiés, des habitudes, c'est dur parfois. Mais c'est seulement ainsi qu'on pourra, tous ensemble, venir à bout de la pourriture révisionniste et édifier un grand parti communiste authentiquement marxiste-léniniste. Le parti qui mènera les masses populaires à la victoire, assurant le triomphe de la révolution socialiste en France.

Notre conclusion, nous l'emprunterons à nos camarades albanais (article paru le 15 juillet dans Zeri i Popullit, organe central du P.T.A.)

Les communistes honnêtes qui font encore partie des divers partis révisionnistes voient maintenant leur incomber une grande responsabilité. Il ne doit y avoir désormais, aucune place pour les illusions ou les hésitations. Il faut couper les ponts avec les chefs de file révisionnistes non seulement sur le plan idéologique et politique mais également sur celui de l'organisation. Les communistes révolutionnaires et les révisionnistes ne peuvent militer ensemble au sein du même parti. Aucun sentimentalisme, aucune considération soi-disant tactique ne justifie la présence d'un vrai communiste dans les rangs d'un parti révisionniste. Les vrais communistes, tous les révolutionnaires doivent s'unir et créer de nouveaux partis révolutionnaires marxistes-léninistes.

Camarades encore membres du P.«C.»F. ne reprenez pas la carte du parti qui a renié la révolution prolétarienne! Rejoignez les rangs de l'avant garde marxiste-léniniste.

NOUVELLES DU MONDE EN LUTTE

THAÏLANDE

LES PAYSANS THAÏLANDAIS S'OPPOSENT À LA SAISIE DE LEUR TERRE PAR LA CLIQUE U.-S.-THANOM

Depuis le début de cette année, les larges masses des paysans thaïlandais se sont soulevées contre la clique U.-S.-Thanom qui occupe de force leur terre pour les parquer dans des camps de concentration déguisés.

La radio «La voix du peuple thaïlandais» rapporte que cette clique a saisi aux paysans de vastes étendues de terres pour permettre à l'impérialisme américain d'y construire bases et autres installations militaires.

Selon des statistiques encore incomplètes, cette année, de janvier à novembre les paysans ont lutté contre la clique U.-S.-Thanom en 430 occasions. Un total de 410.000 habitants ont participé à ces luttes, pour s'opposer à la saisie des terres, à l'accroissement des taxes foncières et pour demander la réduction du fermage et de l'intérêt, et l'annulation des dettes irraisonnables. Ces luttes de masse sont un grand soutien pour la lutte armée populaire et portent des coups sévères à la clique U.-S.-Thanom.

GRANDE-BRETAGNE

NOUVELLE VAGUE DE GREVES DES OUVRIERS BRITANNIQUES

Les ouvriers britanniques dans diverses industries ont déclenché une nouvelle vague de grèves durant ces dernières semaines.

Près de 1.000 dockers à Merseyside et Garston, Liverpool, ont fait plusieurs grèves durant les deux semaines dernières.

Plus de 800 ouvriers à South Devon ont fait grève depuis 5 semaines.

La grève des 800 ouvriers de l'«International Nickel's Clydach Refinery» en Galles du sud a duré 12 semaines. Les grévistes s'opposaient à l'augmentation de l'intensité du travail.

Les 500 chaudronniers de la «British Petroleum Company» à Grangemouth, Stirlingshire, continuent leur grève depuis 9 semaines pour protester contre le licenciement arbitraire de centaines d'ouvriers.

1.800 ouvriers de la «Hoover's Merthyr Tydfil Factory» sont en grève depuis plus de 3 semaines pour appuyer leur demande d'augmentation des salaires les conducteurs des voitures postales et les portefaix travaillant dans les dépôts routiers ont déclenché une grève depuis le 23 novembre pour demander des salaires plus élevés.

Les grèves on éclaté aussi dans l'industrie automobile. Plus de 2.000 ouvriers de trois usines de la «Rools-Royce» à Glasgow ont débrayé depuis plusieurs jours.

Enfin, la semaine dernière, plus de 3.800 ouvriers de la «Leyland Motors (scotland) Plant» à Bathgate ont fait grève et ont perturbé la production.

SUEDE

GREVE DES MINEURS DE FER

Depuis le 9 décembre, 100 mineurs des mines de Kiruna dans le nord ont déclenché la grève sans avertissement pour leurs revendications de salaires. La grève s'est rapidement étendue et maintenant 4.500 mineurs de la compagnie ont arrêté le travail. 100 cheminots ont également débrayé.

La grève a empêché tout transport de minéral les 10 et 11 décembre. De même, les transports journaliers de Kiruna à Narvik en Norvège, ou à Lulea, ou les minerais sont embarqués pour l'étranger, ont été également paralysés.

La grève fait perdre chaque jour un million de dollars aux monopolistes suédois.

MALAISIE

L'ARMÉE DE LIBERATION NATIONALE DE MALAISIE FAIT SAUTER UN PONT FERROVIAIRE

Le 10 décembre au soir, l'armée de libération nationale de Malaisie a fait sauter un grand pont de chemin de fer reliant la Malaisie et la Thaïlande, coupant complètement le trafic ferroviaire entre ces deux pays.

Après l'explosion, l'armée nationale de malaisie a hissé des bannières rouges et planté des pancartes près du pont.

HALTE AU COLONIALISME FRANÇAIS EN GUYANE

Une fois de plus, les colonialistes commettent un nouveau crime contre le PEUPLE GUYANAIS.

Le vendredi 12 décembre, une manifestation populaire se déroulait devant le siège du Conseil général pour protester contre la levée abusive de nouveaux impôts et la politique d'oppression et d'exploitation menée en GUYANE.

Les forces répressives des colonialistes français chargèrent sauvagement la foule et n'hésitèrent pas à violer le siège du Conseil général fantôme.

A la suite de cette agression, on dénombre plusieurs dizaines de blessés et de nombreuses arrestations.

Après l'échec de sa politique de mystification menée par les bandits Rivièrez et Vignon, les colonialistes français se trouvent aculé à brandir du «gros bâton» contre le PEUPLE GUYANAIS; Mais Notre PEUPLE ne se laissera pas abattre et malgré la répression forcée, il luttera avec courage et vaincra les colonialistes.

Compatriotes GUYANAIS, ta mère, ton père, ton frère peut-être y était.

TOUS ENSEMBLE, dénonçons cet acte criminel du colonialisme français!

MOBILISONS-NOUS en vue d'une action de soutien à la juste lutte de notre PEUPLE!

RÉGROUPEONS-NOUS en vue de la formation d'une avant-garde conséquente, facteur essentiel pour la libération véritable de NOTRE PAYS -